ATTAC-BRUXELLES

LES DOCUMENTS

LA GRANDE CONTROVERSE

AU SEIN DU MOUVEMENT

UNE PAGAILLE SALUTAIRE

Succès inattendu : en France, le terme de «démondialisation», popularisé (entre autres) par Jacques Sapir puis par Arnaud Montebourg, a suscité un énorme tohu-bohu. A droite, c'était attendu. Mais à l'autre bout de l'échiquier ? De fait, là aussi un véritable front du refus s'est constitué pour faire flèche de tout bois. A sa tête… ? *Attac*-France, rien moins. Les principaux dirigeants de l'organisation ont, en effet, rendu public (en juin 2011) un texte au vitriol condamnant par avance toute idée ou tentation de repli national que supposerait la mécanique démondialisatrice: *«C'est dans ces moments d'extrême tension que les politiques brunes se fraient un chemin sous les déguisements les plus divers. La guerre commerciale et monétaire aggraverait la concurrence entre les États et détruirait l'idéal de solidarité que doit porter tout projet progressiste».*

Est-ce pour autant la guerre ouverte entre les nouveaux démondialisateurs et les altermondialistes «canal historique» d'*Attac* ? Au début en tous cas, il faut reconnaître que les propos des uns n'ont pas été très courtois envers les autres. Mais là n'est pas l'essentiel.

A ce texte assassin d'*Attac*-France ont vite répondu d'autres figures emblématiques du mouvement –qu'elles aient été ouvertement mises en cause (Frédéric Lordon et Bernard Cassen) ou indirectement visées (tel Jacques Nikonoff) .

Sur le fond, le débat *«Alter ou démondialisme ?»* va évidemment laisser des traces. Car la direction d'*Attac* n'a pas hésité à associer les partisans de la démondialisation au *Front National*. Au-delà de l'insulte, n'est-ce pas une erreur d'analyse politique ? En réalité, le regain d'attention envers le fait national ne doit rien à l'extrême droite, mais a été maturé au sein de la gauche française à travers la réhabilitation de l'Etat. La raison de cette «inclination» ? Rien d'autre que l'attachement à un certain Etat social (que la revendication ouvrière a su faire valoir) et dont la légitimité vient de la capacité à encore maintenir des droits civils spécifiques dans le cadre national –parce qu'ils restent surdéterminés par une logique de lutte de classes propre à chaque pays…

«La démondialisation» retravaille ainsi la configuration idéologique de la gauche –partagée entre une force politique d'accompagnement de la mondialisation néolibérale, et une gauche antilibérale qui doit, pour convaincre, construire un programme anticapitaliste concret aux étapes échelonnées.

Il est donc crucial de sortir d'une épure hypothétique (la formation d'un immense mouvement de contestation surgissant au même moment, et partout à la fois en Europe) pour enfin se doter d'une trajectoire qui redonne à chaque peuple une prise sur son destin. Cette étape préalable –qui repose sur la souveraineté retrouvée de chaque pays (où chaque peuple se donne le droit de décider)– ne signifie pas le repli sur soi. Au contraire. L'abandon d'une utopie internationaliste complètement abstraite est un pas en avant vers une véritable coopération entre nations à l'échelle de l'Europe et du monde.

Telle est, en tous cas, la thèse défendue par les auteurs, dont les écrits foudroyants sont ici réunis.

Tout en haut, de gauche à droite
Bernard Cassen et Jacques Sapir
Frédéric Lordon,
Jacques Sapir
Juste en dessous
tout à gauche **Emmanuel Todd**
tout à droite **Jacques Nikonoff**

«UN CONCEPT SIMPLISTE»

6 juin 2011

par Geneviève Azam, Jacques Cossart,
Thomas Coutrot, Jean-Marie Harribey, Michel Husson,
Pierre Khalfa, Dominique Plihon, Catherine Samary et Aurélie Trouvé
[membres du Conseil scientifique d'Attac]

LA violence de la crise mondiale et l'échec des politiques néolibérales aggravées font fuser de partout des propositions en apparence iconoclastes. La mondialisation néolibérale reposant sur la libre circulation des capitaux et la financiarisation du monde, les désastres provoqués par ces politiques ont suscité l'émergence à la fin des années 1990 d'un mouvement initialement qualifié par les médias d'«antimondialiste», qui, en mûrissant, s'est lui-même rebaptisé «altermondialiste». Mais l'apparition récente de la thématique de «la démondialisation» risque de nous ramener beaucoup plus de dix ans en arrière.

«La démondialisation» est un concept à la fois superficiel et simpliste. Superficiel parce que, à la racine de la financiarisation mondialisée, il y a les décisions de forces sociales et de gouvernements nationaux, décidés à remettre en cause partout les droits sociaux. L'oligarchie n'est pas étrangère, l'ennemi n'est pas le travailleur chinois. Simpliste car les réponses à la crise nécessitent «plus de mondialisation» dans certains domaines et «moins de mondialisation» dans d'autres, mais exigent surtout une mutation radicale de la logique même de la mondialisation (altermondialisation)...

D'un côté, il faut évidemment réduire les flux de marchandises et de capitaux, et relocaliser les systèmes productifs. Pour des motifs sociaux: stopper la concurrence entre travailleurs et paysans du monde, valoriser la diversité des savoirs et des pratiques sociales, nourrir les populations et assurer la souveraineté alimentaire. Pour des motifs écologiques: réduire les émissions de CO_2, diminuer la pression sur les ressources naturelles et leur pillage. Pour des motifs politiques: retrouver des formes de démocratie proche des citoyens.

Mais, de l'autre, il faut plus de coopération européenne et mondiale dans bien des domaines à mutualiser: sauvegarde des écosystèmes, gestion et répartition des ressources rares qui font partie des biens communs (eau, terre, énergie, alimentation, savoirs, techniques, médicaments), mondialisation des droits sociaux par l'application des conventions de l'Organisation internationale du travail... Les révolutions arabes, leur écho en Europe et ailleurs, montrent à nouveau la nécessité de l'internationalisation des luttes, portées partout par les mêmes aspirations à la justice et à la démocratie. Ce n'est pas «la mondialisation» que nous rejetons, mais la mondialisation néolibérale et capitaliste, telle qu'elle est organisée par les intérêts des firmes multinationales, les «marchés» et les grandes puissances.

Nous affirmons qu'il faut en finir avec cette idée absurde selon laquelle le FN poserait les bonnes questions (contre «le mondialisme») mais n'apporterait pas les bonnes réponses. Le FN ne propose pas les bonnes réponses parce qu'il ne pose pas les bonnes questions. Le retour à des régulations essentiellement nationales ne résoudrait aucun des problèmes qui se posent aujourd'hui à nous.

La crise sociale? Le chômage incompressible, la précarité généralisée, la destruction progressive du droit du travail, de la protection sociale et des services publics au sein des pays développés, ne sont pas d'abord imputables aux pays émergents mais aux politiques systématiques amorcées à la fin des années 1970 lorsque les classes dominantes ont entrepris de rétablir la rentabilité des capitaux. L'effondrement de la part salariale dans la valeur ajoutée s'est produit pendant la décennie 1980, bien avant que la Chine devienne l'atelier du monde. On ne renversera pas le dogme de «la création de valeur pour l'actionnaire» en commençant par des droits de douane contre la Chine mais par une redistribution des richesses dans nos pays et entre pays.

La réduction des inégalités passe au plan mondial par l'annulation des dettes des pays pauvres et la reconnaissance de la dette écologique; à l'échelle européenne, par l'instauration de véritables transferts budgétaires vers les pays moins développés; au plan national, par une réforme fiscale instaurant un revenu maximum et une forte progressivité de l'impôt. «La démondialisation» n'apporterait rien à l'affaire.

La crise européenne? Certains économistes de gauche pensent que la solution passe par une sortie de l'euro et une dévaluation du franc retrouvé. Le FN rebondit sur ces propositions, adoptant le scénario et même le tempo proposés. Nous pensons que ces projets ne peuvent qu'accentuer les difficultés au lieu de les résoudre. Une monnaie nationale ne protège ni du néolibéralisme, ni de la spéculation, ni du productivisme: a-t-on vu quelque gouvernement britannique s'opposer au néolibéralisme du fait qu'il disposait de la livre sterling? Le franc, la livre ou la lire étaient-ils des boucliers contre les attaques spéculatives? Et le capitalisme appuyé sur les «États souverains» n'a-t-il pas produit un modèle de consommation destructeur, pillé les pays du Sud et creusé la dette écologique du Nord? La Banque de France, qui ne fait plus d'avances au Trésor public depuis 1973, mènerait-elle par nature une politique plus sociale que la Banque centrale européenne?

Surtout, à l'heure d'une crise aussi grave, le déferlement de politiques unilatérales tournerait le dos définitivement à une coopération entre les peuples. Une dévaluation unilatérale ne ferait qu'enclencher des mesures de rétorsion et une aggravation de la guerre économique entre pays européens. Au moment où les convergences des résistances et des initiatives populaires mettent au contraire en évidence la nécessité de décisions européennes fortes en matière de fonds tournés vers la recherche, l'éducation, la santé de base, les grandes infrastructures de transports publics, la transition énergétique...

Les partisans de la démondialisation présentent celle-ci comme la condition d'une réindustrialisation. Mais un véritable projet émancipateur ne peut se contenter de vouloir réindustrialiser sans examiner le contenu des projets industriels pour qu'ils s'insèrent dans une reconversion d'ensemble du modèle de développement. Il est impossible de revenir au capitalisme d'après-guerre, fondé sur des gains de productivité très élevés désormais hors d'atteinte et sur le pillage des ressources non renouvelables, surtout dans le Tiers-monde.

Nous ne croyons pas que le retour au national résoudrait la crise de la démocratie car celle-ci est profondément enracinée dans des mécanismes qui, y compris au niveau national, écartent les citoyens des décisions qui les concernent. La démocratie doit se construire partout où les pouvoirs de décisions déterminent notre existence, c'est-à-dire du local au mondial, même si évidemment le niveau national garde toute son importance.

S'il est urgent de «révolutionner» la maison Europe, il faut commencer par le commencement: s'attaquer au pouvoir du capital en restreignant sa liberté de mouvement, refonder la fiscalité, les services publics, la protection sociale, le travail décent; s'attaquer au productivisme et à ses variantes. Les mobilisations sociales contre l'austérité qui montent en Europe sont un levier pour engager une véritable transformation de la société. Il sera alors nécessaire, pour le ou les gouvernements voulant rompre avec le néolibéralisme, de briser le carcan des traités européens, au besoin en menaçant de faire voler en éclats cet euro-là, de manière concertée avec d'autres peuples et mouvements sociaux. Mais cela n'aura aucunement le même sens que le repli national qui se profile derrière la notion de démondialisation.

Nous tirons la sonnette d'alarme parce que les politiques d'austérité, aggravant la crise, mènent les sociétés au bord de l'explosion: Grèce, Portugal, Espagne, Irlande. Demain, Belgique, Italie, France? C'est dans ces moments d'extrême tension que les politiques brunes se fraient un chemin sous les déguisements les plus divers. La guerre commerciale et monétaire aggraverait la concurrence entre les États et détruirait l'idéal de solidarité que doit porter tout projet progressiste. Qui osera proposer la démondialisation et le repli national aux participants du Forum social mondial, aux jeunes en lutte sur la Place Tahrir ou à la Puerta del Sol? Bien au contraire, la conquête nécessaire de la souveraineté démocratique au plan national doit s'articuler à la construction de mouvements sociaux et citoyens européens et internationaux, qui seuls permettront d'éviter que les conflits sociaux ne soient détournés vers des logiques de rivalités nationales et identitaires.

L'HEURE EST VENUE

Bernard **CASSEN**

Né en 1937, Bernard Cassen, est journaliste. Il a collaboré au quotidien *Le Monde* à partir de 1967 avant de rejoindre la rédaction du *Monde diplomatique* en 1973, dont il a été le directeur général jusqu'en 2008
Président d'honneur de l'organisation altermondialiste *Attac*, il a joué un rôle essentiel dans la création et le démarrage de cette association, d'abord en France puis pour son extension au plan international (avec, notamment, le lancement du premier *Forum social mondial* à Porto Alegre en janvier 2001).
Bernard Cassen est présentement Secrétaire général de l'association *Mémoire des luttes* (dont le site est animé par Frédéric Lebaron, Sami Naïr, Ignacio Ramonet, Jacques Sapir, Christophe Ventura et Immanuel Wallerstein).
Ouvrages les plus récents:
Cette Constitution qui piège l'Europe (2005),
En finir avec l'eurolibéralisme (Editions *Mille et Une Nuits*, 2008).

LES mots aussi doivent attendre leur heure… Et celle de «la démondialisation» semble venue.

Si l'on en doutait, il suffit de voir la virulence des réactions que ce concept a suscitées dans des secteurs que l'on attendait (les libéraux de toute obédience), mais aussi dans d'autres que l'on n'attendait pas (une partie des altermondialistes d'*Attac*). La raison est la même dans les deux cas : Arnaud Montebourg a fait de la démondialisation l'un de ses mots d'ordre lorsqu'il s'est agi de désigner le candidat socialiste à l'Elysée. Du coup, le thème a cessé d'être confiné aux débats au sein de la gauche critique pour s'installer dans le panorama électoral national et acquérir ainsi une légitimité, une respectabilité politiques dépassant le cercle des convaincus.

On peut se demander si ce n'est pas la raison pour laquelle, dans une tribune publiée en juin 2011 et intitulée *«Démondialisation et altermondialisme sont deux projets antagoniques»*, neuf membres du Conseil scientifique d'*Attac* (en fait les principales figures de la direction de l'association), ont cru pouvoir affirmer, sur un ton polémique et sentencieux, que la démondialisation était *«un concept superficiel et simpliste»*. En n'hésitant pas, au passage, à mettre en scène la grosse (et scandaleuse) ficelle d'une prétendue convergence avec les thèses du Front national.

Pas besoin de répondre sur le même ton. Mais plutôt discuter du «Comment mettre en scène la démondialisation en tant que processus». On peut ainsi poser une hypothèse démocratique : faire évoluer les cadres étatiques vers des ensembles de souveraineté populaire plus vastes. Il ne faut cependant pas confondre cette idée avec celle de regroupements régionaux fondés sur le libre-échange et «la concurrence libre et non faussée». Ce qui fait la différence, c'est l'existence ou non de mécanismes de régulation politique à fondements démocratiques, susceptibles de faire contrepoids au marché. L'Union européenne, qui aurait théoriquement pu entrer dans cette catégorie, est au contraire un agent actif de la mondialisation libérale, une véritable machine à libéraliser. Donc un terrain majeur pour une contre-offensive démondialisatrice.

Ces dernières années l'ont encore confirmé : toutes les expériences de rupture concrètes ont montré que ce n'est pas aux niveaux mondial ou régional, mais bien au niveau national, qu'il a été possible de faire bouger les lignes et même de remporter des victoires. Soit par les actions de gouvernements soutenus par les mouvements sociaux (comme en Amérique latine) ; soit par la pression, sur des Etats, exercée par des mouvements populaires (comme dans le monde arabe). Un mouvement social international ne peut se cristalliser et se développer de proche en proche qu'à partir d'une situation nationale de rupture. Pour tous ceux qui estiment que la construction européenne doit être refondée sur des bases radicalement différentes de celles du Traité de Lisbonne, cette rupture ne peut provenir que d'un gouvernement disposant d'un fort appui populaire national. C'est cet acte inaugural qui, par-dessus la tête des autres gouvernements, sera un pôle de ralliement et de mobilisation des mouvements sociaux à l'échelle continentale.

Evidemment, l'objectif de la démondialisation est simple à formuler, mais autrement difficile à atteindre : tendre à ce que le périmètre de la prise de décision démocratique coïncide le plus possible avec celui de la capacité de régulation des flux économiques et financiers. Ce qui pose la question du statut de l'espace national. Même s'il faut s'efforcer de se donner des objectifs convergents pour des mobilisations sociales à l'échelle régionale (européenne pour nous) et mondiale, ce périmètre est seulement national pour l'instant. Il faut en exploiter toutes les potentialités en utilisant les failles ou les faiblesses de l'adversaire.

Le néolibéralisme a défini son terrain d'intervention : c'est la planète tout entière, sans frontières d'aucune sorte. La question est de savoir si, pour le combattre, il convient de se placer sur ce même terrain ou s'il faut en choisir d'autres et, au lieu d'une guerre de tranchées au niveau mondial, mener une guerre de mouvement, voire une guérilla aux échelons inférieurs. Tout dépend du rapport de forces.

C'est précisément pour le verrouiller à leur avantage que les organisations multilatérales comme la Banque mondiale, le FMI, l'OMC, l'OCDE, ainsi que les institutions européennes, (sans oublier les G7, 8 ou 20) ont été créées. Elles savent n'avoir strictement rien à craindre d'une confrontation avec leurs adversaires à ce niveau. Elles peuvent même se payer le luxe de «dialoguer» publiquement avec eux, comme certains de leurs membres l'ont fait lors de la téléconférence-débat *«Porto Alegre contre Davos»* organisée lors du premier *Forum social* mondial en 2001, et à laquelle participa notamment le méga-spéculateur George Soros en personne. En revanche, les habitués de Davos ne prendront jamais ce risque au niveau «régional» et encore moins au niveau national, c'est-à-dire là où des capacités militantes peuvent être réellement mises en mouvement.

Les forces du capital ont parfaitement compris qu'une contestation sociale dans un *Forum mondial* perdait rapidement de sa puissance au fur et à mesure qu'elle s'éloignait de son «épicentre», jusqu'à n'avoir pratiquement plus d'existence lorsqu'elle arrivait au niveau national. A l'inverse, l'expérience nous enseigne que des luttes sociales et politiques dans un pays donné peuvent avoir un effet de «contagion» dans d'autres, et ainsi se régionaliser et s'internationaliser. C'est ce que montrent les manifestations de masse contre les inégalités en Israël qui s'inspirent directement de l'expérience des *Indignés* de la *Puerta del Sol* eux-mêmes…

«Le national» n'est donc en aucune manière un substitut de «l'international» ou de «l'européen». Loin de constituer «un repli», il en est au contraire la condition préalable dans une stratégie du faible au fort. On ne comprend pas que de telles évidences, par ailleurs validées par les faits, échappent à l'entendement des «anti-démondialisation» se réclamant de la gauche critique, en particulier au sein d'une partie de l'altermondialisme.

La démondialisation est un concept dynamique, pouvant se traduire par une série de mesures politiques pratiques. Son «carburant» est l'exigence démocratique visant à récupérer la souveraineté populaire dans le périmètre où elle peut s'exercer réellement pour réguler les flux économiques et financiers. On objectera, non sans raison, que cela ferait entrer l'UE dans une zone de turbulences sans précédent, dont les débouchés ne sont pas garantis. Ce qui, en revanche, est garanti à l'avance (en l'absence de correction de trajectoire à 180 degrés de la construction européenne), c'est l'austérité à perpétuité, l'explosion des inégalités et de la précarité, la poussée de la xénophobie. Les libéraux n'ont aucun état d'âme à ce sujet et ils ont déjà pris leur décision, avec comme seul garde-fou la crainte de troubles sociaux majeurs. Par pusillanimité, par confusion mentale entre «nation et nationalisme», par européisme béat…, la majorité de la gauche social-démocrate et une partie de la gauche critique semblent bien parties pour faire le même choix, mais par défaut. Elles libèrent ainsi un vaste espace pour les forces qui refusent de se laisser enfermer dans le piège d'une alternance factice.

CASSEN

QUI A PEUR

Frédéric **LORDON**

Frédéric Lordon est économiste. Il est directeur de recherche au CNRS et chercheur au Centre de sociologie européenne. Il est notamment l'auteur de *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières* (Editions *Raisons d'agir*, 2008) ; *D'un retournement l'autre. Comédie sérieuse sur la crise financière. En quatre actes, et en alexandrins* (au *Seuil*, 2011) ; *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza* (*La Fabrique*, 2010) et *L'Intérêt souverain. Essai d'anthropologie économique* (*La Découverte*, 2011)

AU commencement, les choses étaient simples : il y avait la raison et puis il y avait la maladie mentale. Les raisonnables avaient établi que la mondialisation était la réalisation du bonheur ; tous ceux qui n'avaient pas le bon goût d'y croire étaient à enfermer. «Raison» cependant confrontée à un léger problème de cohérence interne puisque, se voulant l'idéal de la discussion conduite selon les normes de la vérité et du meilleur argument, elle n'en aura pas moins interdit le débat pendant deux décennies et n'aura consenti à le laisser s'ouvrir qu'au spectacle de la plus grande crise du capitalisme.

Ainsi, le journal *Le Monde* n'hésite pas à souhaiter *«la bienvenue au grand débat sur la démondialisation »,* et l'introduit (en guise de «bienvenue», sans doute) par une tribune expliquant que la démondialisation est *«absurde»* et, pour l'équité des points de vue, par un entretien certifiant qu'elle est *«réactionnaire»*. En effet, ça n'est pas la même chose et les deux méritaient d'être mentionnés.

Au carrefour du délire de la finance, des politiques économiques sous tutelle, des délocalisations qui continuent pendant la crise, la mondialisation contraindra-t-elle enfin à poser les vraies questions ? Lesquelles (chômage, précarité, inégalités, pertes de souveraineté populaire) se ramènent synthétiquement à une seule : la mondialisation.

DE LA DÉMONDIALISATION ?

«Démondialiser»… Le nom est simple mais le débat compliqué, où la dispute intellectuelle redessine le paysage politique, avec ses fractures inattendues et ses récupérations douteuses, mais toujours contre le syndicat des intérêts dominants –ceux qui ne veulent pas apparaître chaque fois qu'on pose la question «A qui profite la mondialisation ?» et qui, après avoir lutté pour que le débat n'ait pas lieu, luttent maintenant pour lui faire dire : «Encore».

C'est un travail d'historien qu'appellerait le redéploiement complet de l'éventail des arguments mondialisateurs, des plus stupides (la « mondialisation heureuse », de ce point de vue déjà assurée d'une place dans l'Histoire) aux plus spécieux, dont tous n'ont pas été abandonnés aujourd'hui car toutes les munitions sont bonnes pour sauver ce qui peut l'être. On reconnaîtra là un procédé typique, longtemps en usage au sein de ce qu'on pourrait appeler la gauche pleurnicheuse, très attachée à continuer de se montrer solidaire avec le salariat souffrant (elle est de gauche tout de même), déplorant à chaudes larmes qu'il y ait des inégalités, de la précarité et bien du malheur, mais décidée à ne surtout pas les rapporter à leurs causes structurelles : la libéralisation financière et le pouvoir actionnarial, la construction européenne telle qu'elle choisit délibérément d'exposer les politiques économiques à la discipline des marchés financiers, la concurrence libre et non faussée, bref toutes ces choses intouchables qui ont implicitement constitué (si l'on ose cette audace géométrique) le cadre du cercle de la raison, c'est-à-dire du cercle de ceux qui «veulent en être», le cadre des choses à dire (contre l'enfer des choses à ne pas dire) pour continuer de toucher la main du ministre, d'être invité à la télévision, consulté par les partis (de la gauche de droite) : en un mot, aimé des institutions.

ENNEMIS. Il est vrai cependant qu'il y a plusieurs manières de «rompre». C'est en ce point précis que le débat vient à se crisper à gauche. On n'aurait pas imaginé en effet que des membres du Conseil scientifique d'*Attac* pussent s'alarmer de la mise en circulation du thème de la démondialisation, moins encore dans les termes de la stigmatisation du *«repli national»* qui résonnent étrangement avec les habituelles fulminations de l'éditorialisme libéral, et préparent le terrain de l'assimilation aux *«politiques brunes* [qui] *se frayent un chemin sous les déguisements les plus divers»*.

Mais, dira-t-on, *Attac* s'était rapidement défaite de sa première étiquette «antimondialisation», précisément pour se redéfinir comme «altermondialisation». C'est peut-être là que passe la ligne de partage des eaux théoriques, comme l'indique la crainte récurrente des signataires de voir *«un conflit de classes transformé en conflits de nations».* Partant d'une question profonde, cet énoncé est pourtant voué à l'inanité s'il pense pouvoir opérer le déni du fait national, ou plutôt des faits nationaux, et des rapports d'antagonisme qui s'ensuivent presque nécessairement. Mais là encore, et toujours par le même effet tragique du tiers exclu, «antagonisme» est aussitôt compris comme «guerre», et comme négation absolue de rapports de coopération qui pourraient être noués par ailleurs. Sauf à poursuivre la chimère d'une humanité entièrement réconciliée, il faudra bien se faire à l'idée que la communauté humaine au sens large est nécessairement traversée d'antagonismes, et que certains d'entre eux s'établissent selon les tracés des nations. Evidemment, c'est une chose de tenir, comme le font les membres du Conseil scientifique d'*Attac*, «la démondialisation » pour un concept *«superficiel et simpliste»*, mais c'en aurait été une autre, bienvenue, qu'ils prissent eux-mêmes la peine de donner leur propre définition «rigoureuse» de la mondialisation elle-même ●●●

●●● Deux définitions en sont, en effet, possibles.
Par les externalités. La mondialisation désigne alors un état du monde où les externalités ont atteint de telles portées et de telles intensités qu'elles rendent nécessaire des formes de gestion supranationales. Le dérèglement climatique est une externalité mondiale et seule une coordination mondiale en viendra à bout. Le problème nucléaire est à externalités manifestes. Et l'on pourrait parler des problèmes migratoires, de l'eau, des droits sur les médicaments, etc... Ce monde-là ne peut plus marcher sur des bases exclusivement nationales, il a en effet mondialisé certains de ses problèmes.
Par la libéralisation des marchés. Sous cette autre définition, la mondialisation est à entendre comme le processus de déréglementation du plus grand nombre de marchés possibles sur la base internationale de la plus grande extension possible. Sous ce rapport, il n'y a aucune différence à faire entre «mondialisation» et «mondialisation néolibérale». «Mondialisation néolibérale» n'est qu'un pléonasme et les signataires qui disent vouloir de la première mais pas de la deuxième vont avoir du mal à déplier des différences inexistantes. Entendent-ils qu'ils veulent bien la mondialisation-externalités mais pas la mondialisation-libéralisation ?
On le leur accordera sans difficulté, mais la première est politique et la deuxième économique, et il ne fallait pas beaucoup d'esprit de charité intellectuelle pour comprendre que le discours de gauche de la démondialisation s'en prend à la seconde, la mondialisation «économique» (la seule qu'il y ait à combattre vraiment car elle, elle a produit ses «solutions»… quand la première n'a posé que ses questions).
Les signataires disent vouloir *«évidemment réduire les flux de marchandises et de capitaux, et relocaliser les systèmes productifs (…), stopper la concurrence entre travailleurs et paysans du monde, valoriser la diversité des savoirs et des pratiques sociales, nourrir les populations et assurer la souveraineté alimentaire»*. Mais c'est cela même la démondialisation «économique» ! Et l'on ne voit pas pourquoi penser la chose ne pourrait pas aller jusqu'à dire le mot. Démondialiser, au sens de la deuxième définition de la mondialisation, c'est revenir sur les libéralisations généralisées : en tout premier lieu celles des marchés de biens et services et celles des circulations de capitaux. Il faut une singulière mauvaise foi, doublée d'une réelle incohérence, pour d'une part prêter aux discours de la démondialisation, par une imputation d'essence, d'avoir d'abord désigné *«le travailleur chinois comme ennemi»* pour se réserver ensuite le joli rôle de la relocalisation, de la réduction des flux de marchandises et de l'arrêt de «la concurrence entre travailleurs du monde»… Sauf dans les catégories de la pensée libérale (ou de la pensée d'extrême droite), tenir le discours de la démondialisation n'a jamais signifié s'en prendre à des individus ou à des groupes sociaux, mais *à des structures.*
Pourtant, c'est une étrange réticence celle qui interdit de dire «démondialisation» quand la conscience populaire a identifié la chose qu'elle nomme «mondialisation» comme l'origine de ses souffrances et qu'une analyse rigoureuse peut venir pleinement ratifier cette identification. Les signataires se rendent-ils comptent qu'avec leur dénonciation du *«repli national»* –et l'on sent bien qu'on a échappé de peu à la «frilosité» et à «l'égoïsme» de ceux qui ont «peur» de «l'ouverture»–, on retrouve sous leur plume les pires lieux communs de l'éditorialisme libéral –ou comment faire tourner soi-même les moulins de ses propres adversaires… Mais le plus grave dans cette convergence, certes ponctuelle mais troublante, tient à la fabrication d'une de ces antinomies qui font, là encore, la joie du commentaire autorisé, antinomie au terme de laquelle «la mondialisation» n'a pour alternative que «le refermement national». Le monde mondialisé ou la nation archaïque, et choisissez votre camp…
APPROXIMATIONS. Passons d'abord sur les approximations et les déformations du discours de la démondialisation relu par les signataires –et d'une relecture qu'on pourrait bien dire elle aussi «superficielle et simpliste»… *«Une monnaie nationale ne protège ni du néolibéralisme, ni de la spéculation, ni du productivisme : a-t-on vu quelque gouvernement britannique s'opposer au néolibéralisme du fait qu'il disposait de la livre sterling ? Le franc, la livre ou la lire étaient-ils des boucliers contre les attaques spéculatives ?»...* Mais qui (à part Marine Le Pen) a jamais dit que le retour aux monnaies nationales était à soi seul la panacée anti-crise ?

Quel que soit le degré auquel on adhère à leurs thèses, on pourrait au moins créditer les économistes qui plaident pour le retour à la monnaie nationale [1] d'avoir hautement conscience des périls qui suivraient de l'abandonner à la spéculation internationale et de précisément n'envisager ce retour qu'accompagné de radicales transformations structurelles, notamment financières et bancaires, visant à briser le pouvoir de nuisance des marchés de capitaux.

«On ne renversera pas le dogme de "la création de valeur pour l'actionnaire" en commençant par des droits de douane contre la Chine mais par une redistribution des richesses dans nos pays et entre pays (…). "La démondialisation" n'apporterait rien à l'affaire», écrivent plus loin les signataires. On s'excuse de le leur dire un peu rudement mais cette phrase est d'une parfaite absurdité. Il faudrait être idiot en effet pour prétendre transformer les données de la contrainte actionnariale en s'attaquant à celles… de la contrainte concurrentielle ! Quant à l'injonction mécanique de *«la redistribution des richesses»*, elle n'est pas davantage qu'un vœu pieu récurrent, symptomatiquement matière à mots d'ordre syndicaux qui ne mènent à rien (je veux dire à rien d'autre qu'à d'inoffensifs défilés entre République et Nation), et en elle-même vide de sens tant qu'on n'a pas rapporté ce projet à des transformations *concrètes* des structures qui déterminent le partage des richesses.

Il n'est donc pas question dans cette affaire, comme feignent de le croire les signataires, que l'opprobre soit jeté sur «les Chinois», ou même «la Chine», à qui nul ne saurait reprocher son niveau de développement –bien davantage en revanche sur les fous furieux de l'Union européenne et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui organisent soigneusement la concurrence libre avec elle. Si, par ailleurs, les signataires ont en tête un moyen de restreindre cette concurrence autre que, oui, des droits de douane sélectifs et bien ciblés, surtout qu'ils le disent. Et sinon pourquoi ne pas admettre qu'une telle restriction tombe de plein droit sous la catégorie de la démondialisation ?

Comme y tombent également, *d'un autre côté*, toutes les modifications des structures de la finance (structures qui soutiennent actuellement le pouvoir actionnarial). Car à moins de poursuivre la chimère de la re-régulation mondiale, que sa magnifique ambition rend au moins certaine de ne jamais aboutir, il faudra bien envisager une re-régulation simplement régionale… qui n'ira pas sans dispositifs de *protection* adéquats, d'une part pour désamorcer toutes les stratégies d'arbitrage réglementaire et d'autre part pour protéger l'intérieur de «la zone financière régulée» de toutes les instabilités venues d'un extérieur demeuré dérégulé –et cela également s'appelle démondialiser.

LA QUESTION DECISIVE. Les signataires objecteront qu'ils visent moins loin que le monde : l'Europe. Et on peut leur accorder en effet qu'il y a matière à réfléchir à la circonscription de la régulation «régionale», sans exclure *a priori* que «la région » aille au-delà de l'actuelle nation. Encore faudrait-il pour ce faire poser le problème comme il convient, c'est-à-dire en termes politiques, et plus exactement sans hésiter à prononcer le mot-clé : souveraineté –mais, après démondialisation, ce mot-là également ne va-t-il pas devenir un imprononçable, et puis logiquement, peu après, un impensable ? Il vaudrait mieux éviter, sauf à ce que, vaincue par la peur de la déchéance «nationaliste» et «souverainiste», la gauche critique se retrouve à poil et incapable de poser le moindre problème fondamental.

C'est qu'en effet il n'est pas d'autre prémisse possible au débat mondialisation/démondialisation que celle qui tient la souveraineté d'un peuple pour le concept-clé de l'époque moderne. La modernité, au sens conceptuel du terme, dont on verra sans peine qu'il s'oppose en tout aux bouillies des usages éditorialistes de ce mot, c'est que des communautés humaines se déclarent maîtresses de leur destin –c'est-à-dire «souveraines». Voilà le fait constitutif de notre horizon historique et politique, la donnée cardinale dont l'ignorance condamne irrémédiablement à l'insignifiance.

Or, à l'exact inverse de tous ses amis qui répètent en boucle qu'elle est la modernité même, la mondialisation est anti-moderne précisément au sens où elle organise la dépossession des souverainetés partout où elles existent, sans leur offrir la moindre solution de re-création. La substitution insistante du terme «gouvernance» à celui de «gouvernement» est bien là pour dire le projet général de la dégouvernementalisation du monde, c'est-à-dire de sa dépolitisation. Surtout pas d'Etat –quelle qu'en soit la circonscription–, donc pas de loi, à l'extrême rigueur des règles mais minimales et sans force, et surtout, bien sûr, de «l'éthique» ●●●

●●● C'est dans cet univers libre de toute force politique souveraine, la seule qui serait capable de les contenir, que les forces du capital veulent être seules significatives à se mouvoir.
Malheureusement pour les libéraux, la souveraineté attaquée dans les faits résiste dans les esprits. D'où elle ne cessera d'exiger sa reconstitution.
On pourrait accorder sans difficulté aux signataires que le redéploiement outre-national de la souveraineté est un sens de l'histoire possible, souhaitable même, mais sous la double clause consistant d'une part à en reconnaître la très longue durée de réalisation, et d'autre part (surtout) à admettre que le processus doit se soumettre à *l'impératif de maintenir continûment, sous une forme ou sous une autre, le principe de souveraineté*, tout le temps de la transition –et *si pas capable, s'abstenir* ! Les stratégies de long terme qui ignoreraient cette condition, à l'image par exemple de la fausse promesse de l'actuelle «Europe politique», sont intenables. En combinant le déni délibéré de souveraineté et l'agression sociale répétée, la mondialisation, sous l'effet de sa crise propre, a porté cet intenable à un point critique. Il va donc falloir que l'Histoire accouche de quelque chose, et tout de suite ! Mais que peut-on attendre d'elle à si court terme ?
Quoi qu'on en pense, la solution de la reconstitution nationale de souveraineté impose son évidence parce qu'elle a sur toutes les autres l'immense mérite pratique *d'être là*, immédiatement disponible –moyennant évidemment les transformations structurelles qui la rendent économiquement viable : protectionnisme sélectif, contrôle des capitaux, arraisonnement politique des banques, autant de choses parfaitement réalisables pourvu qu'on le veuille. Que les peuples soient tentés de faire retour, et par le chemin le plus court, aux reconstitutions de souveraineté qui sont à leur portée, il n'y a pas lieu de s'en étonner, encore moins de leur en faire la leçon. Au passage, on observera tout de même que, contrairement aux critiques épouvantées de la démondialisation (en cela fidèles à un topos libéral type voulant faire croire que tout retour en arrière porterait la guerre –le dirigeant socialiste de l'OMC, Pascal Lamy, n'a-t-il pas déclaré que le protectionnisme était nécessairement «xénophobe et belliqueux» ?), les années fordiennes auront été étrangement paisibles. Oui, «les années fordiennes» qui, considérées sous les normes d'aujourd'hui, ont tout de l'horreur nationaliste –avec sa concurrence ultra-restreinte, ses délocalisations impossibles et ses marchés financiers sur-encadrés ! Evidemment, il ne s'agit pas d'en revenir ici à la simple reproduction passéiste d'un âge d'or perdu (et dont la dorure doit beaucoup à des enjolivements rétrospectifs), mais de dire l'inanité des prophéties apocalyptiques qui accompagnent maintenant systématiquement l'idée de ne pas s'abandonner complètement à la perspective unique du monde mondialisé.
ÉCROULEMENT. Il aura donc fallu l'extrémité de cette crise pour faire apparaître que toute la construction de l'euro a reposé sur l'ignorance crasse de la souveraineté comme principe fondamental de la grammaire politique moderne.
Mais tout ça ne pourra pas durer éternellement. D'abord parce que la construction économique s'apprête à s'effondrer sous le poids de ses propres malfaçons et que l'on s'approche chaque jour davantage du point critique où la panique financière, en avance même sur les défauts souverains, mettra de nouveau à bas le système bancaire entier, ne laissant plus que les banques centrales comme uniques institutions capables, avec le risque que le refus de la BCE conduise au réarmement forcé des banques centrales nationales, donc à l'éclatement de l'euro. Mais ça ne pourra pas durer non plus parce qu'on ne dépouille pas impunément les corps sociaux de leurs prérogatives souveraines, en tout cas sans s'exposer au risque que vienne un jour où ceux-ci décident de la récupérer violemment. Et, un peu à la manière de ce qui s'est passé dans les années 30, la chose peut ne pas être belle à voir... La laideur cependant n'est pas non plus une fatalité, car c'est aussi une opportunité historique de renverser l'ordre néolibéral qui est en train de se former dans ce bouillonnement de contradictions. Et de se débarrasser par la même occasion de tous ses desservants, ceux-là mêmes qui ont –des décennies durant– expliqué au bas peuple que l'ordre du monde est idéal, qu'il avait de toute façon la force d'une donnée de nature et que l'on ne saurait se rebeller contre la loi de la gravitation, qu'au demeurant la construction européenne telle qu'elle est (était...), elle aussi intouchable dans sa perfection même, était là pour notre supplément de bonheur, qu'il fallait être (au choix) «archaïque», «frileux» ou «xénophobe» pour trouver à y redire. Tous ces gens, hommes politiques de gauche, de droite, experts dévoués, chroniqueurs multicartes, éditorialistes suffisants et insuffisants, tous ces répétiteurs, voués à la pédagogie du peuple obtus, se sont trompés sur tout, et les voilà qui contemplent sidérés l'écroulement du monde dont ils ont été si longtemps les laudateurs. Et l'on se prend à rêver de les voir eux aussi partir par la bonde à l'occasion de la grande lessive.

Car c'est l'Allemagne, au premier chef, qui a voulu ces règles et les a imposées. L'Allemagne a voulu la surveillance constante des politiques économiques par les marchés financiers, les marchés financiers et l'Allemagne veulent l'ajustement immédiat des finances publiques, l'Allemagne refuse toute solution ne satisfaisant pas à ses orthodoxies (budgétaire et monétaire) ; la France veut le couple franco-allemand, donc elle consent implicitement à l'Europe de l'Allemagne. Tout cela est très bien ; maintenant, il faut vouloir les conséquences de ce qu'on veut. Ou bien changer un grand coup.

Sur ce front-là, le changement consiste d'abord à enfin ouvrir les yeux, pour au moins accéder à ce réflexe élémentaire de survie qui consiste à réaliser que, si l'Allemagne impose à l'Europe un modèle conduisant toute l'Union sauf elle (et quelques-uns de ses voisins) dans «la grande dépression», alors le couple franco-allemand est une illusion toxique dont il est urgent de s'extraire par le rapport de forces, voire l'ultimatum. Soit l'Allemagne s'engage dans une révision profonde de ses principes fondamentaux de politique économique, soit il faudra tirer l'échelle, constater l'impossibilité de faire union monétaire avec elle et consentir à des destins séparés : fracture en sous-blocs de la zone euro ou retour aux monnaies nationales.

Pour autant, il ne faut pas perdre de vue que la crise ne fait qu'amplifier les tendances de fond du capitalisme mondialisé, aimablement relayées par la construction européenne. Avec l'amical concours des socialistes français, MM. Jacques Delors et Pascal Lamy en tête, l'Acte unique européen de 1984, puis les remarquables avancées de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont eu l'heureux effet de mettre en concurrence salariés et territoires du monde entier sous un régime qui n'a de «non faussé» que le nom, puisqu'on imaginerait à peine concurrence plus faussée que celle qui oppose, dans un parfait plain-pied, des modèles sociaux si radicalement différents.

Il en a résulté un mouvement extrêmement profond de restructuration de la division internationale du travail qui a quasiment mondialisé les chaînes de valeur. Les grandes entreprises capitalistes optimisent désormais leur sous-traitance à l'échelle globale.

FAIRE QUOI, AVEC QUI ? C'est le propre de la domination que le désastre est le plus souvent la meilleure chance des dominés. La fenêtre de ce désastre bancaire-là, à l'inverse de celle de 2008, il ne faudra pas la manquer. Une fois de plus, il faut rappeler les effrayés à la conséquence. En situation de surendettement historique, il n'y a de choix qu'entre l'ajustement structurel au service des créanciers et une forme ou une autre de leur ruine. A chacun de choisir son camp et de dire clairement pour laquelle des deux options il penche. A tous ceux qui n'auront pas pris le parti des rentiers mais que la perspective de la convulsion continue d'inquiéter, il faut redire qu'on n'a jamais vu un ordre de domination, a fortiori quand il est aussi puissant que le néolibéralisme, «rendre les clés» de son mouvement spontané. C'est dans le monde des rêves social-démocrates qu'on se plait à imaginer des gentils puissants, qui d'eux-mêmes trouveraient les voies de la décence et de l'autolimitation. Sauf hypothèse de sainteté, on ne voit pas bien par quel improbable mouvement de l'âme les dominants pourraient consentir de leur propre gré à la transformation d'un monde qui leur fait la vie si belle et auquel tous leurs intérêts, patrimoniaux aussi bien qu'existentiels, ont intimement partie liée.

Au prix sans doute d'attrister le Parti de la Concorde Universelle, il faut donc rappeler qu'un ordre de domination ne cède que renversé de vive force.

La question politique principielle *«Faire quoi ?»* n'est pas séparable de la question subsidiaire *«Avec qui ?»*. Un internationalisme méritoire voudrait tout sauver et rêve de conserver les dix-sept Etats européens et leur monnaie unique, mais refaite à neuf. Dans un monde parfait on leur accorderait volontiers ce droit à l'imagination. Il est à craindre que le monde réel n'en laisse pas le loisir. Enoncée très généralement, la question est donc la suivante : qui, des dix-sept pays, serait prêt à prendre la bifurcation du défaut ? Et pour ne pas tourner cent sept ans autour du pot on va nommer carrément le nœud du problème : c'est l'Allemagne.

Le désir européen qui ne désarme pas, comme celui d'*Attac*, continue de poursuivre une perspective politique dans laquelle les dix-sept, Allemagne incluse, feraient, bien coordonnés, un joli pas en avant pour engendrer la nouvelle Europe progressiste.

«La croyance monétaire» allemande n'a aucun caractère d'essence, suggère cet argument, elle aussi peut être renversée ; derrière la sainte alliance des partis de droite, entendre par là les conservateurs de la CDU comme les sociaux-démocrates du SPD, parfaits équivalents en cela du duopole libéral français UMP-PS, la population accumule du mécontentement et commencera à ruer dans les brancards lorsque la récession finira par gagner l'Allemagne à son tour ●●●

●●● A ce moment, la situation enfin mûre pour un grand aggiornamento doctrinal, l'Allemagne rejoindra le mouvement antilibéral des peuples européens pour enfin envoyer l'orthodoxie monétaire par-dessus les moulins.

Il y a malheureusement bien des raisons d'être sceptique à propos de ce scénario politique idéal –dont par ailleurs on partagerait volontiers la visée… si elle était atteignable. Il y a d'abord que, évidemment legs de l'Histoire et non essence de la germanité, la croyance monétaire allemande n'en a pas moins, attesté par sa longévité même, le statut métapolitique d'une sorte de consensus national, sur fond duquel et dans le respect duquel ne se déploient qu'ensuite les différences politiques. C'est dire qu'il faudrait des dégâts économiques considérables, toujours possibles en principe mais d'une ampleur exceptionnelle, pour produire un commencement de remise en question en cette matière.

Or, par sa position dans la division internationale du travail et sa politique structurelle de déflation salariale anti-coopérative, l'Allemagne sera le dernier pays touché par la récession et celui où, comparativement, les effets y seront les moins violents. La probabilité pour que le choc économique franchisse le seuil de déclenchement des remises en cause politiques est donc des plus faibles (et il faut imaginer l'état de destruction où en seraient alors les autres Etats européens : probablement tel que ces derniers auraient fait mouvement de longue date sans avoir gentiment attendu que l'Allemagne prenne son temps pour mûrir puis envisager de bouger…).

Il y a aussi que la politique se fait avec les ressources qu'elle a sous la main. La ressource première du soulèvement transformateur, c'est la colère. Qui est en colère ? Qui descend dans la rue ? Qui exprime à une échelle significative le refus de l'ordre néolibéral ? Pas les Allemands. «Pas *encore*», objectera la thèse d'*Attac*. Sans doute, mais l'objection va finir par ressembler étrangement aux éternelles promesses de la gauche de droite : «Il faut voter [respectivement attendre] pour faire progresser l'Europe *malgré tout* et avoir l'Europe sociale *plus tard* [respectivement pour faire mûrir la prise de conscience allemande… et avoir l'Europe sociale plus tard]», appels à la patience qui, si politiquement opposés soient-ils, ne sont simplement plus tenables.

S'il faut le moyen ou le long terme pour que le corps social allemand, *qui part de beaucoup plus loin*, fasse *éventuellement* le chemin de la révision monétaire, la réponse est que nous n'avons plus le temps d'attendre –toujours cette indéfectible bonne vieille idée keynésienne que, dans le long terme, nous serons tous morts…

Pour l'heure ce sont les Grecs, les Espagnols, les Italiens, les Portugais qui descendent dans la rue –et les Français qui les rejoindront s'ils arrivent à surmonter l'espèce de stupéfaction anesthésique qui leur interdit d'habitude tout mouvement social d'ampleur quand «la gauche» est au pouvoir (et que ses auxiliaires syndicaux veillent à ne surtout rien déclencher de fâcheux). Le mobile des solidarités internationalistes existe surtout dans les têtes des élites intellectuelles internationalistes. La pratique est sensiblement différente (moins reluisante si l'on veut) : on commence *d'abord* par manifester *pour soi*, et l'on constate *ensuite* d'éventuelles solidarités de situation. A la question *«Avec qui ?»*, la réponse, toute prosaïque, est donc : on verra !

Pour l'heure en tout cas, se mettront en mouvement ceux qui veulent et ceux qui peuvent. C'est à l'usage et en route que se dessinera le périmètre d'un possible regroupement de nations désireuses de refaire monnaie unique mais hors de l'orbite du capital financier. Dans le court terme de la colère et sous l'évidence réaliste des mobiles d'abord égocentriques de la protestation –dont aucun sermon à base de moraline solidariste ne viendra jamais à bout–, ce sont d'abord des projets à base nationale qui se manifesteront et pour une raison très simple : l'existence de structures institutionnelles *déjà là*, aussi bien en matière politique (il y a *déjà* une Constitution et un Parlement) que monétaire (il y a *déjà* une Banque centrale, en attente d'être réarmée) est un attracteur ultra-puissant. C'est qu'il est d'une rustique et raisonnable logique de chercher à agir là où existent déjà les moyens d'agir…

UNILATÉRALISME. Rien de tout ceci pourtant n'exclut que l'exemple d'un pays plus décidé que les autres et faisant mouvement avant les autres, donc par construction armé d'un projet *d'abord* propre, ne fasse tache d'huile en donnant des idées aux peuples d'à-côté. Car, oui, il y a quelques raisons de penser que le mouvement unilatéral de l'un des peuples européens (résolu, sans attendre et pour son propre compte, à tout envoyer cul par-dessus tête) fait partie de ces spectacles aux puissantes propriétés d'émulation, très susceptibles de répandre l'envie d'imiter –et peut-être de la donner jusqu'aux Allemands, qui sait ? C'est *alors*, mais alors seulement, que se construiraient, *en chemin*, les solidarités d'un internationalisme concret, donc *viable*.

A la question *«Quoi faire ?»*, la réaction, pour sa part, continue d'apporter ses sempiternelles rengaines. «Quoi faire ? La même chose !» : *«Il faut engranger tous les progrès, même quand ils sont modérés, pour construire les conditions des grandes avancées de demain»*, serinent aussi bien le PS que Cohn-Bendit. Il est vrai que lorsqu'il est question d'Europe, ils ont fait, font et feront toujours passer pour des progrès les pires régressions –à l'égal du dernier *Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance* (TSCG).

Dans un mouvement paradoxal où se mêlent une très inintentionnelle lucidité et une sorte de panique rhétorique qui sent l'extrémité, le Premier ministre français Jean-Marc Ayrault a d'ailleurs trouvé malin de confondre tous les opposants au TSCG avec les partisans de *«la sortie de l'euro»*. Eternelle menace du quitte ou double, de l'ordre des choses ou bien du chaos, qui dit la misère argumentative où l'européisme se trouve rendu. Il faut vraiment être au bout du bout de l'incapacité politique pour en venir à ce genre de propos sans réaliser qu'on ne s'y prendrait pas autrement pour rendre délibérément haïssable la construction monétaire européenne, et donner très fort l'envie d'essayer le «chaos» (qui n'en est pas un) : c'est juste un autre ordre que le leur. Que Jean-Marc Ayrault se rassure : depuis deux décennies, l'idée d'une solidarité profonde entre le fléau néolibéral et la monnaie unique a fait de grand progrès dans l'esprit public. Encore quelques déclarations de cette farine et l'idée subséquente d'en finir avec tout ça, et d'en sortir pour de bon, commencera à avoir l'avenir pour elle.

LORDON

NOTES [1] Jacques Sapir, *S'il faut sortir de l'euro…*, document de travail CEMI-EHESS, 6 avril 2011 ;
Jacques Nikonoff, *Sortons de l'euro. Restituer la souveraineté monétaire au peuple* (Editions *Mille et Une Nuits,* Paris, 2011).

UN SPECTRE HANTE L'EUROPE...

Jacques **NIKONOFF**

Jacques Nikonoff est porte-parole du *Mouvement politique d'éducation populaire* (M'PEP) et professeur à l'Institut d'études européennes de l'université Paris 8. Ex-président d'*Attac*-France, J. Nikonoff a été ouvrier, élève de l'ENA, puis attaché financier à New York. Derniers ouvrages publiés : *Sortons de l'euro ! Restituer au peuple la souveraineté monétaire* (Editions *Mille et une nuits*, 2011), et *La confrontation. Argumentaire anti-FN* (Editions *Le Temps des Cerises*, 2012).

UNE opération d'affolement de la population est en cours sur l'euro. Elle est menée par ceux qui étaient pour le «oui» aux référendums de 1992 et de 2005. Ils utilisent les mêmes arguments fallacieux qu'à l'époque. En 1992, ils disaient que ce serait «la catastrophe» de ne pas voter pour le traité de Maastricht et la monnaie unique. En 2005, ils affirmaient que ce serait «l'explosion de l'Europe» si on ne votait pas pour le projet de Constitution européenne. Aujourd'hui, ils soutiennent que ce serait «le chaos» si un ou plusieurs pays quittaient la zone euro.

Le journal *Le Monde* titre : *«L'euro va-t-il tuer l'Europe ?».* Sous-titres : *«Qui serait prêt à renoncer à la monnaie unique ? Quels sont les scénarios de sa disparition ? Quels seraient les effets d'un éclatement ?»*. Il cite *The Economist*, icône de la pensée unique ultralibérale, qui affirme que *«Démanteler l'euro n'est pas impensable, seulement très coûteux»*. C'est l'inverse ! C'est l'euro qui est coûteux ! Pour les classes populaires et moyennes ! Car c'est soi-disant pour le «sauver» que l'austérité a été décrétée dans toute l'Europe !

Le Monde explique que la sortie de la Grèce et de l'Irlande de l'euro et le retour à leurs monnaies nationales permettrait de les dévaluer. Ces pays pourraient ainsi développer leurs exportations, relancer leur activité économique et réduire leurs déficits publics. *Le Monde* ajoute cependant que *«cette stratégie comporte de graves dangers».*

Le premier serait «une panique bancaire», les déposants grecs et irlandais retireraient leurs euros des banques. Mais qu'en feraient-ils ? Les mettre sous leur matelas ? Dans une lessiveuse ? Dans une banque à l'étranger ? Soyons sérieux ! Un pays qui sortira de l'euro devra rendre sa monnaie non convertible avec les autres, dont l'euro, et restaurer le contrôle des changes. Ceux qui auront retiré leurs euros devront obligatoirement les convertir en drachmes, livres irlandaises, francs français, etc…, après autorisation, s'ils veulent continuer à exercer une activité dans leur pays d'origine...
Le Monde imagine un second risque : *«L'écrasement des ménages, des entreprises et des États grecs et irlandais*» sous le poids de leurs crédits libellés en euros. Non ! Le retour aux monnaies nationales se fera dans les mêmes conditions que le passage de ces dernières vers l'euro, mais en sens inverse. Ceux qui avaient des crédits ou des titres (actions, obligations…) libellés en livres irlandaises, en drachmes, en francs français, etc., ont vu ces crédits et titres tout simplement convertis en euros. Par un simple jeu d'écriture et en une seule nuit !
Troisième risque que *Le Monde* met en avant : les banques européennes *«possédant des obligations grecques ou irlandaises enregistreraient de lourdes pertes»*. Oui, là c'est vrai ! Mais disons-le clairement : tant mieux si les banques qui ont spéculé sur la dette des États de la zone euro réalisent de «lourdes pertes». Le prix de leurs actions baissera, ce sera le moment pour les États de les racheter (les nationaliser). Les actionnaires des banques, coresponsables de la crise, seront ainsi justement sanctionnés. Les banques centrales des pays concernés (pas la Banque centrale européenne !) donneront les fonds à l'État, par création monétaire, comme le fait la Banque centrale américaine.
Le Monde voit un quatrième risque : *«Un pays qui sort de l'euro risque de perdre énormément en crédibilité vis-à-vis des investisseurs».* Le malheureux journaliste n'a pas compris qu'il faut mettre un terme au financement des États par les marchés financiers. Comment faire ? En fermant le marché obligataire ! Les États ne se financeront plus sur le marché obligataire, mais de trois manières simultanées : en faisant appel à leur épargne nationale ; en imposant des quotas d'achat de titres d'État aux banques et compagnies d'assurance ; en vendant des titres d'État à la banque centrale de chaque pays concerné, sans intérêts à rembourser. Le marché secondaire des obligations sera lui aussi fermé : les ménages ou les banques qui voudront revendre leurs obligations avant l'échéance pourront le faire, dans certaines conditions, mais seulement à l'État. La spéculation sera ainsi totalement et définitivement éradiquée.
Fini le besoin de «rassurer» les marchés financiers en baissant les salaires, les retraites et la protection sociale en général, il n'y aura plus de marché financier obligataire en euros ! Au revoir, les agences de notation, il n'y aura plus rien à noter ! Bye-bye les traders et leurs bonus, il n'y aura plus rien à trader ! Adieu les *Credit Default Swaps*, ces produits financiers hyper sophistiqués qui servent à spéculer sur la faillite des États !
Le Monde citait Nicolas Sarkozy : *«Qui peut penser que la France, seule dans le monde d'aujourd'hui, serait plus forte ?»*. Retournons-lui la question : qui peut croire que la France «serait plus forte» dans le cadre de la mondialisation néolibérale ? Qui peut croire qu'un monde nouveau, tout simplement humain, adviendra de l'action des piliers de l'ordre néolibéral mondial que sont l'OTAN, le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, l'OCDE et l'Union européenne ? C'est en sortant de ces institutions, gardiennes du «monde d'aujourd'hui» dans lequel on veut nous enfermer –et non en voulant illusoirement les transformer de l'intérieur– que nous pourrons aller de l'avant. Il faut agir pour la construction d'un nouvel internationalisme. La France, de par son Histoire, doit y jouer un grand rôle ●●●

●●● Suçant la roue du quotidien vespéral, *Le Figaro* prenait le relais avec un énorme titre en «Une» : *«Ce que coûterait à la France un abandon de l'euro».* Sous-titre : *«Ce scénario "irresponsable" serait catastrophique pour le pays».* Diable ! Pour le journal officiel de la droite, la sortie de l'euro aurait pour *«résultat inéluctable un alignement par le bas des revenus et du pouvoir d'achat…»*. Incroyable ! Voilà que la droite défend le pouvoir d'achat ! Mais l'alignement par le bas des salaires, c'est aujourd'hui, avec l'euro ! C'est d'ailleurs notamment pour cette raison que l'euro a été inventé par les classes dirigeantes européennes.

L'un des présupposés «théorique» ayant conduit à la création de l'euro et à sa gestion par une banque centrale européenne «indépendante» se trouve à l'article 120 du traité de Lisbonne : *«Les États membres et l'Union agissent dans le respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre, favorisant une allocation efficace des ressources...»*. L'expression *«allocation efficace des ressources»* reprend, mot pour mot, la pseudo théorie ultralibérale de *«l'efficience des marchés financiers»*. D'après elle, il est urgent de développer les marchés financiers et de les faire fonctionner sans «entraves», avec le minimum de réglementation. La raison ? Ils seraient (contrairement à l'État) le seul mécanisme d' «allocation» efficace du capital. Autrement dit, ils seraient capables de distinguer les «bons» projets à financer en évitant les gaspillages de ressources financières. Toutes les politiques menées par l'Union européenne reposent sur ce mythe. C'est pourquoi «la libéralisation» des marchés de capitaux a été organisée au sein de l'UE, par des directives, afin de construire un marché financier mondialement intégré. Du coup, il fallait que l'euro concurrence le dollar. «La construction» européenne a donc été subordonnée à ce but : attirer vers les marchés financiers européens les capitaux libres recherchant à l'échelle de la planète une rentabilité maximale et à très court terme. C'est cet objectif qui explique la poursuite systématique d'une politique de taux de change élevés, appuyée sur des taux d'intérêt supérieurs à ceux des États-Unis. L'euro était le vecteur permettant la libre circulation des capitaux : il n'est pas un «bouclier» anti-spéculation, il attire la spéculation !

Les oligarques européens ont donc fait des marchés obligataires (principalement celui de la dette des États) «les surveillants» des politiques publiques. Le raisonnement est simple : les marchés financiers (surtout le marché obligataire) n'aiment pas les pays trop endettés car ces dettes peuvent les conduire à ne plus pouvoir ou vouloir les rembourser. Pour continuer à acheter la dette des États, les investisseurs (spéculateurs) vont donc demander des taux d'intérêt plus élevés afin de rémunérer leur risque. Conséquence : si les États veulent emprunter à des taux d'intérêt raisonnables, ils devront réduire leur dette (en abaissant les dépenses publiques, principalement les dépenses sociales). La meilleure «discipline» pour contrôler les dépenses publiques (sociales) est donc «le marché», à condition qu'il soit totalement dérégulé, qu'aucune intervention extérieure –en particulier des États– ne vienne perturber son «équilibre spontané».

Dès lors, pour compenser le renchérissement des produits fabriqués dans la zone euro face à leurs concurrents de la zone dollar et des pays émergents (en raison de l'euro «fort»), les entreprises de la zone euro ont été volontairement poussées à exercer une pression sans cesse croissante sur les coûts salariaux et sur l'emploi. Les délocalisations ne trouvent pas d'autre explication. Un gouvernement de gauche ne pourra pas mener une politique pleinement de gauche si la politique monétaire reste de droite. Sortir de l'euro de manière unilatérale est la condition absolument nécessaire, indispensable, urgente pour pouvoir mener une vraie politique de gauche. Mais cette condition n'est pas suffisante. Il faut dans chaque pays, selon les rythmes des mobilisations populaires et des élections, définir un vrai programme de gauche et agir pour une monnaie non plus unique, mais commune.

Des sondages montrent une montée du mécontentement populaire vis-à-vis de l'euro. Entre 29% et 39% des Français interrogés, selon les sondages, veulent quitter l'euro. Entre 42% et 50% des ouvriers ; entre 38% et 48% des employés sont dans le même cas. En juin 2010, un sondage réalisé en Europe par un institut américain faisait apparaitre la réponse «non» à la question *«L'euro est-il une bonne chose pour l'économie ?»* : France (67%), Portugal (60%), Espagne (56%), Allemagne (55%), Italie (53%)...

Ce sont les milieux populaires –ouvriers, employés, peu ou non diplômés– qui sont les plus nombreux à contester l'euro ou même à vouloir en sortir. C'est l'électorat traditionnel de la gauche ! Attention à ce que la gauche ne décroche pas de son électorat et qu'elle offre ainsi un boulevard aux forces d'extrême droite, nationalistes et xénophobes, qui s'engouffreront dans la brèche !

Sortir de l'euro, c'est sortir de l'ordre monétaire néolibéral. C'est la suite logique des combats de 1992 contre la création de l'euro, et de 2005 contre le projet de Constitution européenne. C'est un projet de gauche !

l'Humanité

Solidarité avec la résistance grecque

Signez la pétition à l'initiative de l'Humanité

14 Février 2012

Le Peuple grec est en situation de légitime défense. On tente de lui imposer des politiques d'austérité insupportables. Les plans successifs échafaudés à Bruxelles ou par le Conseil européen et présentés à intervalles de plus en plus réguliers comme le seul moyen de le «sauver» du surendettement et de «sauver» l'euro, sont à chaque fois en échec. En se soumettant toujours davantage au diktat des marchés financiers on ne traite pas le malade. On le tue. Poursuivre dans cette voie est aussi insensé que dangereux. L'austérité, fait mal aux peuples européens, elle frappe aussi l'Europe de plein fouet. Il faut un véritable plan de solidarité avec la Grèce. C'est aussi la seule voie du salut pour l'euro et les partenaires européens d'Athènes. La Banque Centrale Européenne (BCE) doit aider à relancer la croissance et l'emploi en Grèce et partout ailleurs, en finançant –au taux auquel elle prête aux banques à 1% voire moins–, les Etats et leurs services publics, en leur permettant ainsi de sortir de leurs dépendances des marchés financiers et de leurs taux d'intérêt usuraires. Partout aujourd'hui la croissance décline. Une nouvelle récession menace la zone euro. La démocratie est piétinée. Des gouvernements non élus, comme celui d'Athènes, sont désignés, des aréopages bureaucratiques dictent leur loi aux assemblées élues. Des décisions autoritaires sont prises pour forcer les résistances populaires contre l'écrasement des salaires et des protections sociales. La construction européenne ne survivra pas à cette fuite en avant. Les peuples en lutte contre l'austérité ont raison. Ils ont besoin de toute notre solidarité. Nous appuyons l'idée avancée par des économistes, des acteurs du mouvement social et des forces de gauche pour que, par le rachat de titres de dette publique à l'émission, la BCE finance directement les Etats et leurs services publics. Ce serait là le seul moyen de casser les ressorts de la spéculation contre les dettes publiques. Les différents partenaires de la zone euro doivent pouvoir user du pouvoir de la BCE de créer de l'argent pour financer les immenses besoins de notre temps (sociaux, écologiques, énergétiques, sanitaires…) et répondre enfin présent à la nécessaire solidarité européenne. Ces créations d'argent ne seraient pas inflationnistes puisqu'elles impulseraient une productivité supérieure, écologique ainsi que des créations de richesses nouvelles dans toute la zone euro. Le Fonds Européen de Stabilité Financière mis en place par l'UE doit être transformé en un fonds européen de développement social et écologique et dévoué à cette optique. Et la recapitalisation des banques ou leur nationalisation doit être conditionnée à une autre politique du crédit au service de ces objectifs. L'Europe est à un tournant. Elle ne peut sortir de la crise que si elle s'émancipe de la dictature des marchés financiers et se rend capable d'une promotion sociale, démocratique et écologique partagée.

POURQUOI JE NE SIGNERAI PAS LA PÉTITION DE L'HUMA !

Jacques **NIKONOFF**

LE massacre social et démocratique qui frappe la Grèce, provoqué par les oligarques de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI), mais aussi par les dirigeants des pays concernés, suscite, à juste titre, une vague de réprobation en France. Les appels à «la solidarité » avec le peuple grec se multiplient. Il faut encore les amplifier. Et se demander comment faire pour qu'ils soient vraiment efficaces. Tel n'est pas le cas de la pétition intitulée *«Solidarité avec la résistance grecque»* lancée par le journal *L'Humanité* du 13 février 2012. Face à l'exacerbation de la crise de l'euro, et à l'intensité maximale et dramatique qu'elle connaît en Grèce, une grande partie de la gauche française et européenne est tout simplement perdue.

Certes, face à cette situation, la gauche tente à juste titre de réagir et d'exprimer sa solidarité avec le peuple grec. Mais ses initiatives et ses analyses sonnent creux, car elle reste engluée dans le mythe européen et s'avère incapable d'offrir la moindre perspective unificatrice aux mobilisations à l'échelle européenne.

Le symbole le plus visible de cette dérive est d'ailleurs cette pétition lancée à l'initiative du journal communiste.

Premier problème. Il est écrit : *«Il faut un véritable plan de solidarité avec la Grèce. C'est aussi la seule voie du salut pour l'euro et les partenaires européens d'Athènes».*

Mais non ! Ce dont ont besoin les Grecs, c'est l'annulation de leur dette ! Comme les Espagnols, les Portugais… et les Français ! *L'Humanité* n'évoque même pas la revendication principale qui devrait unifier les mouvements sociaux européens : l'exigence de l'annulation de la dette. En outre, *L'Humanité* veut «le salut» de l'euro ! C'est le monde à l'envers ! Combien de fois faudra-t-il répéter que l'euro est le vecteur de la libéralisation des marchés financiers, au service d'une politique monétaire faite pour eux, et qu'il a été conçu dans ce seul objectif. Il faut démanteler l'euro au plus vite et permettre aux différents pays concernés de recouvrer leur souveraineté monétaire tout en recherchant les moyens de mettre en place une monnaie commune et non plus unique. Pourquoi ce changement d'orientation de *L'Humanité* par rapport au rôle éminent joué par le journal en 1992 lors de la bataille contre le traité de Maastricht ?

Deuxième problème. Il est écrit : *«La Banque centrale européenne (BCE) doit aider à relancer la croissance et l'emploi en Grèce et partout ailleurs, en finançant –au taux auquel elle prête aux banques, c'est-à-dire 1%, voire moins– les États et leurs services publics, en leur permettant ainsi de sortir de leurs dépendances des marchés financiers et de leurs taux d'intérêts usuraires»* ●●●

●●● Mais non ! Si, un jour, la BCE prêtait directement aux États, ce serait un moindre mal. Mais ce jour n'arrivera pas, c'est rigoureusement impossible ! C'est faire preuve d'une profonde méconnaissance de la réalité politique européenne –et surtout allemande– et des mécanismes monétaires de la BCE pour imaginer une telle possibilité.

Rappelons, encore une fois, ce qui devrait apparaître comme des évidences à des hommes et femmes de gauche :

● La politique monétaire est le principal instrument au service de la politique macroéconomique décidée par un gouvernement. Elle permet d'ajuster le taux de change vis-à-vis des autres monnaies ; de fixer le prix de l'argent par ses taux d'intérêts aux banques ; de jouer un rôle de prêteur «en dernier ressort» stabilisant ainsi le système bancaire ; d'accorder des avances et des prêts au Trésor avec ou sans intérêt… Dans les mains d'une gauche transformatrice, l'utilisation de cet instrument fera des ravages dans le capitalisme, en particulier pour financer la mutation écologique du mode de production et pour démanteler les marchés financiers. C'est pourquoi les classes dirigeantes ont ôté la politique monétaire du champ politique en rendant les Banques centrales «indépendantes». Elles ne sont pas disposées à lâcher cet aspect essentiel de leur système de domination. Dans le cadre du rapport des forces actuel au sein de l'Union européenne, une modification de la politique monétaire de la BCE n'a tout simplement aucun sens. Il faudrait qu'une grande majorité des États-membres soient à gauche, et d'une gauche libérée du mythe européen. Nous en sommes loin. À moins que *L'Humanité* croie qu'il soit possible de concevoir une politique monétaire commune entre pays de gauche et pays de droite ?

● Pour changer de politique monétaire, il faut l'accord unanime des 27 pays composant l'Union européenne afin de modifier le Traité de Lisbonne. Cela n'arrivera pas à court terme. Or, les luttes sociales, si elles ont besoin de perspectives s'inscrivant dans la durée, ont aussi besoin de solutions immédiates. Revendiquer que la BCE prête aux États n'est pas une revendication immédiate. Les revendications, dont la satisfaction est conditionnée par l'accord d'autres pays, sont des impasses dans lesquelles les travailleurs sont entraînés.

Troisième problème. Il est écrit : *«La construction européenne ne survivra pas à cette fuite en avant».*

Incroyable ! *L'Humanité*, après avoir pris la défense de l'euro, prend maintenant la défense de «la construction» européenne ! Faut-il encore rappeler que «la construction» dont il est question est celle du capitalisme européen ? Que cette «union» est celle des classes dirigeantes européennes et non celle des peuples ? Et que le meilleur moyen de faire preuve de solidarité est de s'engager vers son démantèlement ? Il n'est pas possible de modifier l'Union européenne de l'intérieur, c'est comme si on voulait changer l'OTAN de l'intérieur.

Pour unir les peuples, il faut détruire le système de domination et d'aliénation qui les emprisonne, et bâtir une véritable union des peuples et des nations, débarrassée de l'eurolibéralisme.

Quatrième problème. Il est écrit : *«Le Fonds européen de stabilité financière mis en place par l'UE doit être transformé en un fonds européen de développement social et écologique et dévoué à cette optique».*

Mais non ! Autant demander aux capitalistes de cesser d'être capitalistes ! Il n'existe aucun rapport de forces, à l'échelle européenne, pour imposer une telle mesure qui fait office de vœux pieux. C'est décourager les travailleurs que de leur faire croire qu'une telle perspective est possible. Imaginons ce que donnerait la même revendication, mais transposée aux trois autres piliers de l'ordre néolibéral mondial. Ainsi nous pourrions demander au FMI de ne plus être le FMI et de supprimer les paradis fiscaux, d'interdire la spéculation, etc... Pendant que nous y sommes, nous demanderions à l'OMC de mettre un terme au libre-échange. Et à l'OTAN de se dissoudre…

Cinquième problème. Il est écrit : *«La recapitalisation des banques ou leur nationalisation* (…)*»…*

Mais non ! Recapitaliser des banques ou les nationaliser, ce n'est pas pareil ! Faut-il en conclure que *L'Humanité* n'est pas favorable à la nationalisation de TOUTES les banques, même après le désastre auquel elles nous ont conduits ?

Sixième problème. Il est écrit que cette recapitalisation des banques ou leur nationalisation *«doit être conditionnée à une politique sélective du crédit».*

Ces objectifs sont minuscules, incapables de provoquer une rupture décisive dans le système capitaliste ! Bien sûr, la sélectivité du crédit est une très bonne chose. Mais à elle seule cela ne suffit pas. Il faut aussi :

- l'encadrement du crédit ;
- le contrôle des changes et des mouvements de capitaux ;
- la fermeture définitive du marché obligataire ;
- l'obligation faite aux banques et compagnies d'assurance d'acheter des titres d'État…

Bref, cette pétition provoque un immense sentiment de tristesse. Elle ne propose aucune perspective unificatrice des revendications et des luttes à l'échelle européenne. Elle ne propose rien, sinon des mots d'ordre creux et défensifs comme «résister». Elle traduit l'état de délabrement idéologique d'une grande partie de la gauche, son impuissance, ses contorsions pathétiques pour donner l'impression qu'elle fait quelque chose.

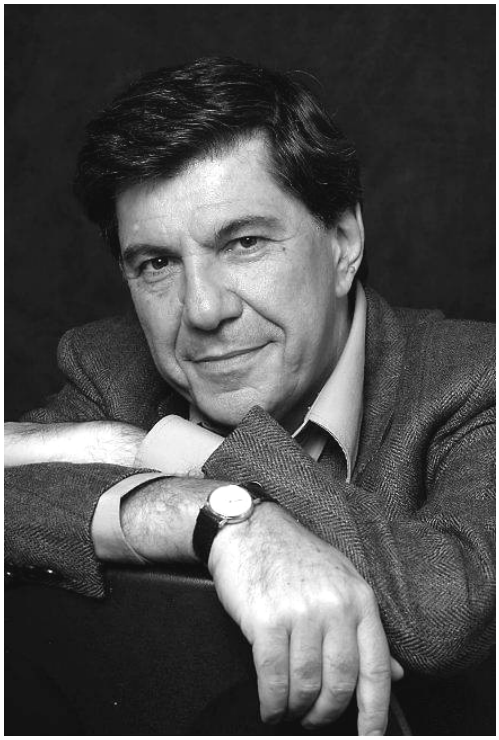
La vraie solidarité avec le peuple grec devrait montrer une voie commune pour tous les peuples européens : abattre l'ordre eurolibéral ; avancer vers le démantèlement de l'Union européenne; dans l'immédiat annuler les dettes, sortir, partout, de l'euro et de l'Union européenne pour relancer l'emploi, l'activité économique, la protection sociale… Et ceci ne peut s'envisager qu'à l'échelle nationale !

C'est Aleka Papariga, secrétaire générale du Parti communiste grec qui a raison : *«Le détachement de la Grèce de l'Union européenne et l'annulation unilatérale de la dette. Voilà la solution, tout le reste est un drame pour les travailleurs».*

NIKONOFF

SAUVER L'EURO OU SAUVER L'EUROPE ?

Jacques **SAPIR**



Jacques SAPIR est
Directeur à l'Ecole des Hautes Etudes
en Sciences Sociales de Paris.
En 2006, dans *La fin de l'eurolibéralisme*,
il dénonçait les non-sens économiques
sur lesquels repose
le discours européen dominant.
Il a publié, au début de l'année,
Faut-il sortir de l'euro?

LE mémorandum signé entre la Troïka et le gouvernement grec a démontré sa nocivité. Rajoutant la rigueur à l'austérité, il a plongé la Grèce dans une dépression sans égale. Cette politique est l'équivalent contemporain de la déflation des années 1930. Elle conduira aux mêmes catastrophes. En dépit des dénégations des autorités de Berlin, Francfort ou Bruxelles, il n'existe pas de cadre légal pour expulser un pays de la zone euro. Les Traités n'ont fixé aucun chemin pour en sortir. Ici encore, c'est un bel exemple d'intelligence politique !

L'Union européenne (UE) peut certes décider de suspendre son aide, mettant ainsi le gouvernement grec dans l'incapacité d'honorer ses dettes. Mais ce dernier peut alors prendre conjointement deux décisions lourdes de conséquences.

Tout d'abord, il peut répudier la totalité de sa dette. Les gouvernements de la zone euro, engagés directement à travers le Fonds européen de stabilisation financière, et la Banque centrale européenne (BCE), devront alors *«prendre leurs pertes»* (64 milliards d'euros pour la France). Il peut, dans le même temps, réquisitionner la Banque centrale de Grèce et lui faire émettre autant d'euros que nécessaire pour couvrir ses besoins de financement à court terme. Cette mesure, illégale, n'en est pas moins techniquement possible. Pour l'essentiel, il s'agit de jeux d'écritures. Les détenteurs de la dette grecque privée, en provenance des entreprises, ne seront que trop heureux d'accepter cet argent qui sur les comptes en banque n'est pas discernable des euros légalement émis ! La dette des agents privés serait ainsi considérablement allégée. Quant au déficit budgétaire, il est lié pour près de 75 % aux paiements des intérêts sur la dette. Une fois la dette répudiée, le déficit budgétaire serait substantiellement réduit et ne se monterait qu'à 3 % ou 4 % du PIB. A ce niveau, il est tout à fait possible de le financer durablement par des emprunts à la Banque centrale grecque sans effets inflationnistes majeurs. Le gouvernement hellène a donc dans ses mains des instruments de rétorsion face aux menaces. Mieux vaudrait donc discuter et renégocier le Mémorandum, ce qui est très précisément la position du chef de *Syriza*, le parti de la gauche radicale, Alexandre Tsypras.

AUTISME. Le président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi a juré qu'il ferait *«tout pour sauver l'euro».* On s'attend donc à ce que la BCE reprenne, sur un mode plus volontariste, ses rachats de titres souverains. Une manière de faire baisser les taux d'intérêt que doivent payer les pays en difficulté. Or il n'est pas du pouvoir de la BCE de résoudre la crise de l'euro. Car celle-ci n'est pas une «une crise des dettes souveraines», mais une crise de compétitivité.

Le véritable problème, ce sont les écarts de coûts salariaux réels entre les différents Etats partageant l'euro. On le règle normalement par la dévaluation. Ce qu'on ne peut plus faire depuis l'introduction de la monnaie unique. Mais admettons que M. Draghi relance un programme d'achat. Jusqu'à maintenant, la BCE a acquis un peu plus de 200 milliards d'euros de titres. D'ici la fin de l'année, elle devrait encore acquérir entre 800 et 1.000 milliards d'obligations publiques espagnoles, italiennes et grecques (compte tenu des besoins de financement et de refinancement de ces Etats). On affirme souvent qu'une telle intervention règlerait enfin les choses, mais il s'agit là d'un contre-sens : c'est la crise de compétitivité qui déclenche les inquiétudes provoquant la montée des taux d'intérêt, donc la crise de liquidité. Or, ici, la BCE est impuissante. La permanence de la crise de compétitivité provoquera inévitablement la réapparition de la crise de liquidité. D'ailleurs, depuis que la BCE a procédé aux premiers rachats de dette sur le marché secondaire, aucun des pays qui ont bénéficié de ces opérations n'est revenu sur les marchés financiers. Il faudrait donc se résoudre à ce que, durablement, la Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne et peut-être l'Italie aient recours aux capacités de financement de la BCE. Les montants à moyen terme seraient encore plus considérables que ceux évoqués plus haut : ils pourraient atteindre entre 2.000 et 2.500 milliards d'euros. Et après ? Les déficits structurels de compétitivité n'auront pas disparu pour autant. La solution proposée par M. Draghi est tout juste provisoire ; elle offrira un peu d'oxygène pendant quatre à cinq mois.

DIAGNOSTIC. Ceux qui prônent l'intervention de la BCE commettent une erreur de diagnostic majeure. Cette crise est intimement liée aux structures économiques et démographiques hétérogènes des pays de la zone, des disparités exacerbées par le fonctionnement quotidien de la monnaie unique. Vouloir résoudre le symptôme (la crise de la dette) ne fait qu'empirer le mal…! Les politiques requises pour tenter de résoudre cette crise vont encore aggraver la situation : comme on le voit partout, elles plongent les Etats dans la récession voire la dépression –ce qui réduit les ressources fiscales et accroit considérablement le chômage. Elles provoquent un ralentissement prononcé de la croissance dans la plupart des pays et en accélère la désindustrialisation. La mise en œuvre d'une politique «non conventionnelle de rachat tout azimuth» par la BCE est certes possible mais elle ne fournit aucune solution à l'atonie dans laquelle est plongée le continent. La seule perspective offerte est celle d'une installation de longue durée dans cet état d'apoplexie économique.

Bien entendu, de nombreux responsables européens estiment que «les politiques d'ajustement» –autrement dit, l'austérité budgétaire et salariale– n'ont pas été menées avec suffisamment de détermination dans les pays en difficulté. Qu'il faudrait, dès lors, en faire plus… Or, ces programmes d'ajustement sont contre-productifs. On le voit bien. On a beau réduire les dépenses, les déficits budgétaires persistent. Et pourquoi ? Tout simplement parce que l'activité économique s'est réduite et que les recettes fiscales ont baissé ●●●

●●● Prenons le cas de l'Espagne. Là, le Premier ministre Mariano Rajoy entend encore accentuer les mesures de restrictions punitives… M. Rajoy part de l'idée que l'Espagne dépensait trop. Or, le problème n'est pas qu'elle dépensait trop, mais qu'elle n'est pas capable de faire croître ses ressources. En fait, la réduction massive des dépenses publiques de l'État s'accompagne d'une réapparition du déficit à d'autres niveaux de pouvoir. Supprimer l'allocation de chômage pour les personnes sans emploi depuis plus d'un an, c'est reporter le problème sur les budgets d'aide sociale des régions.

Si l'on persiste dans les choix actuels, la zone euro et l'Europe vont s'enfermer dans une récession de très longue durée. D'ici deux ans, il faut donc s'attendre à des taux de chômage de 52 % en Grèce ; de 35 % au Portugal ; de 32 % en Espagne ; de 22 % à 25 % en France et en Italie. Qui peut croire que ces niveaux –du même ordre de grandeur que ceux de la Grande Dépression des années 30– seront socialement supportables? Des politiques de baisse des coûts salariaux sont d'ores et déjà expérimentées dans des pays de la zone euro (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne, Italie), avec des conséquences catastrophiques.

La contraction violente de la demande intérieure y provoque non seulement une forte hausse du chômage, mais, en sus, une baisse de la productivité. D'où de nouvelles mesures d'ajustement dont les effets sur le désemploi viendront se cumuler avec les précédentes.

TRANSFERTS. Une autre solution, cohérente avec la monnaie unique, serait d'instituer des flux de transferts : des pays excédentaires vers les pays déficitaires. Mais les montants concernés sont énormes. On peut les estimer à 10,8 % de produit intérieur brut (PIB) de l'Espagne pour le soutien à l'Espagne ; 13,1 % de PIB de l'Italie pour le soutien à l'Italie ; 12,3 % de PIB du Portugal pour le soutien au Portugal ; 6,1 % de PIB de la Grèce pour le soutien à Grèce. Compte tenu du niveau des coûts salariaux, de la structure et du montant des profits, du poids des salaires et de la structure du PIB, cette politique coûterait à l'Allemagne 12,7 % du PIB (versus 2012) en transferts budgétaires à destination des quatre pays en difficulté. De tels montants briseraient les reins de l'économie allemande et sont de toute évidence politiquement impossibles. Il faut ici signaler qu'une dissolution de la zone euro, accompagnée de dévaluations dans différents pays, ne coûterait que 2 % à 2,5% du PIB à l'Allemagne. Il n'est donc pas étonnant qu'une majorité absolue des Allemands se prononce aujourd'hui contre la monnaie unique (51% «contre» et 29% «pour»). C'est tout vu : l'opposition de Berlin aux mesures de transfert va être appelée à se durcir dans les semaines à venir.

L'Union européenne n'y résistera pas. L'explosion de la zone euro est inscrite dans les chiffres. Et ce n'est plus un secret : les grandes banques et les grandes institutions publiques, en dehors de la zone euro, ne croient plus dans la monnaie unique. La question n'est donc pas «Est-ce que l'euro pourrait disparaître ?», mais… «Quand ?». Et surtout : «Comment ?». Voilà l'enjeu des six prochains mois.

Va-t-on laisser les choses suivre leur cours ? Il faut alors s'attendre à ce que des pays sortent de l'euro, les uns après les autres, de manière désordonnée… Le premier sera sans doute la Grèce. Elle sera suivie par le Portugal et l'Espagne. En effet, les mesures «non conventionnelles» de la BCE ne rétabliraient la solvabilité extérieure dans aucun de ces deux pays. La spéculation financière atteindrait de nouveaux sommets et les mesures unilatérales prises par chacune de ces nations (y compris des défauts sur les dettes) feraient rapidement tache d'huile. De proche en proche, ce sont toutes les mesures constitutives de l'UE qui seront remises en cause.

En revanche, si une politique de dissolution coordonnée et concertée de la zone euro était adoptée, elle prendrait la forme d'un *acte européen*. Tout en rendant possible, pour les pays concernés, de réaliser les ajustements nécessaires par des dévaluations (à un coût bien plus faible en termes de chômage)…

Les politiques «non conventionnelles» de la BCE, à supposer qu'elles soient possibles, ne feront que retarder de deux à trois ans ce dénouement inéluctable. On doit donc se demander si, politiquement, le jeu en vaut la chandelle. Pour ces trois années «gagnées», nous serions confrontés à une crise bien pire que celle que nous connaissons aujourd'hui. Plusieurs économistes –dont les deux Prix Nobel américains Joseph Stiglitz et Paul Krugman– ont affirmé que la poursuite d'une stratégie, visant à sauver l'euro «à tout prix», était criminelle.

Mettre un terme à l'euro pour sauver ce qui peut être sauvé de l'Europe ? Pour le moment, aucun responsable politique n'est prêt à assumer ce choix qui sera perçu comme un échec. En attendant, l'Europe se condamne – en raison des politiques d'austérité appliquées dans tous les pays– à des années de stagnation, à de nouvelles «décennies perdues»…

SAPIR

ROMPRE AVEC LE LIBRE-ÉCHANGE ROMPRE AVEC L'EURO

Emmanuel **TODD**

Emmanuel Todd est le petit-fils de Paul Nizan et le petit-neveu de Claude Lévi-Strauss. En juin 1968, alors qu'il prépare le baccalauréat, Todd adhère au Parti communiste français. Professionnellement, il se spécialise dans la démographie historique, travaillant sur l'hypothèse d'une détermination des idéologies et des croyances politiques ou religieuses par les systèmes familiaux. Todd poursuit aussi des travaux sur la France et publie *La Nouvelle France* en 1988, préalable à *L'Invention de l'Europe* en 1990. Todd s'est déclaré favorable au «non» au référendum de 1992 sur le Traité de Maastricht, mais a défendu un «oui» *«sans certitude particulière»* au référendum de 2005 sur la Constitution européenne. D'abord opposé à l'euro, puis sceptique sur sa viabilité, il s'est montré partisan d'un protectionnisme à l'échelle de l'Union européenne (ce qui permettrait de combattre la montée des inégalités et la pression sur les salaires exercées en Europe par la mondialisation de l'économie). Derniers ouvrages : *Après la démocratie* (*Gallimard*, 2008), *L'invention de la France*, (2012).

LES classes dirigeantes au sens le plus large, incluant les responsables de l'UMP et les dirigeants socialistes, ont été les défenseurs acharnés de deux options dont tout le monde sait aujourd'hui qu'elles sont obsolètes : le libre-échange et l'euro. J'utiliserais volontiers, pour décrire l'état de ces concepts, une expression du sociologue allemand Ulrich Beck, celle de *«concept zombie»* : un concept mort mais que l'on croit vivant. C'est très important. Les gens comprennent que le libre-échange détruit leur vie. Ils ont très bien compris depuis les crises budgétaires européennes que le système monétaire actuel est victime d'un acharnement thérapeutique.

Les hommes de médias de ma génération ont aussi une responsabilité dans cette déroute des élites françaises. D'ailleurs, il s'agit moins de journalistes que d'idéologues purs qui tentent de perpétuer une vision du monde totalement archaïque. Mais ils font partie des classes dirigeantes et particulièrement Laurent Joffrin dont les aller-retour entre *le Nouvel Observateur* et *Libération*, en tant que directeur, ont significativement contribué à la paralysie idéologique de deux grands journaux de gauche très importants et contribué à la non prise en compte par la gauche des intérêts économiques des milieux populaires.

«L'abandon de l'euro se traduirait par une véritable catastrophe pour les populations européennes» : certains économistes –pas tous heureusement– disent cela, mais les gens ne les croient plus et mes conversations privées avec certains membres de l'establishment me font soupçonner qu'eux-mêmes n'y croient pas davantage. Mais il est extrêmement difficile de l'avouer parce que l'aveu, pensent-ils sans doute, produirait une délégitimation des classes dirigeantes. Or, le score du Front national nous indique que cette précaution devient superflue : s'ils avouent maintenant, mais sans trop tarder, ils seront pardonnés.

J'ai été absolument fasciné, lors des commentaires post-électoraux, par le fait que Jean-François Copé a rappelé que la nécessité de garder l'euro était le clivage premier qui le séparait du Front national. Au fond, la tendance sarkozyste de l'UMP suit pleinement le Front national sur les thématiques identitaires et de sécurité, ce qui rend la situation ingérable.

La relance des thématiques identitaires a d'ailleurs été décidée à l'Elysée. Mais cette stratégie aboutit à mettre l'UMP dans une sorte de seringue : alors que le Front national peut aussi se déployer sur les thèmes économiques et sociaux en prônant la sortie de l'euro, la tendance sarkozyste de l'UMP qui représente au plus haut degré l'oligarchie économique, ne peut que défendre l'euro qui est l'argent des riches. Là réside sans doute la véritable explication des transferts de voix de l'UMP vers le Front national.

L'important est le renversement de l'hégémonie idéologique des concepts-zombies que sont le libre-échange et l'euro. L'UMP et le Parti socialiste, les dirigeants de grandes entreprises (ceux des PME ont compris) et les responsables des grands médias doivent être capables de penser en terme de protectionnisme économique, européen si possible. Ils doivent accepter l'idée que s'il y a un problème d'identité nationale pour la France, il réside dans sa relation à l'Allemagne et non dans ses rapports avec les Arabes. Les élites doivent accepter l'inévitabilité, si l'Allemagne refuse l'idée d'un protectionnisme européen, d'une sortie de l'euro. La réalité économique est que cette sortie poserait, certes, quelques problèmes techniques, mais ouvrirait mille possibilités de renouvellement et d'expérimentation, et des solutions originales aux problèmes posés par la dette publique, quoique peu agréables pour les détenteurs de capitaux.

Evidemment, on nous présente la sortie de l'euro comme la garantie absolue d'une baisse rapide du franc rétabli. Mais c'est exactement l'effet recherché. Une dévaluation est toujours défavorable à ceux qui ont beaucoup d'argent, mais favorable, après ajustement, à la compétitivité économique des secteurs qui reposent sur un travail réel, à l'industrie, aux nouvelles technologies. L'un des paradoxes fondamentaux du comportement du Front national (dont rien ne nous garantit d'ailleurs qu'il aurait le courage de ses propositions économiques) tient dans ce tête-à-queue : l'analyse économique sérieuse conduit à constater que le protectionnisme et la dévaluation ramènent à la notion de solidarité nationale –mais d'une solidarité nationale territoriale plutôt qu'ethnique. L'une des implications paradoxales du programme frontiste est que la sortie de l'euro aurait pour effet pratique de contribuer à la réconciliation de toutes les classes sociales françaises et de Français de toutes origines ●●●

●●● Les enfants d'immigrés seraient, autant que ceux des classes moyennes, les premiers bénéficiaires de la sortie de l'euro. Je reconnais que voir le FN en défenseur des enfants d'immigrés a quelque chose de surréaliste si l'on pense à l'ignoble proposition de préférence nationale qui fait partie du bagage idéologique du Front national. Symétriquement, des socialistes qui se battent contre la préférence nationale mais adhèrent à des politiques économiques qui détruisent en priorité les enfants d'immigrés ne sont pas des républicains sincères. En vérité, l'attachement des partis dits «républicains» à des concepts économiques qui détruisent la vie des Français pourrait faire bientôt du mot «République» un concept zombie. On peut toutefois ressusciter la République en changeant de politique économique.

Mais voilà : le gouvernement français ne maîtrise plus l'outil monétaire (merci, l'euro !), et toute relance serait nécessairement financée par l'emprunt. Mais, la relance par l'emprunt, c'est la politique qu'adorent les riches et les banques. Le monde entier souffre d'une suraccumulation de richesses en haut de la structure sociale. Il est rempli de nantis qui ne savent plus quoi faire de leur argent et qui rêvent de prêter aux Etats. Contre intérêts sonnants et trébuchants.

C'est une évidence : la politique, menée avec tous les autres Européens, va précipiter la crise du système. La cruelle vérité, c'est qu'aucune politique économique ne peut marcher si on laisse en l'état deux règles du jeu économique : l'euro et le libre-échange intégral.

Suis-je désormais devenu favorable à une sortie de l'euro ? C'est un sujet sur lequel j'ai longtemps hésité. Je pensais tout d'abord, dans les années 90, que l'euro était impossible ; puis je me suis résigné. Ensuite, je me suis dit qu'un protectionnisme mené à l'échelle européenne pourrait rendre l'euro viable. Nous devons désormais accepter la réalité : l'euro ne marche pas, il est essentiellement producteur de dysfonctions (ici je suis d'accord avec les économistes anglo-saxons, de gauche ou de droite). La déroute de l'industrie française, notre entrée en déficit commercial massif sont le produit des «années euro». Cette invention monétaire multiplie les aberrations : les taux d'intérêt montent dans les pays faibles alors qu'il y a une surabondance d'épargne sur les marchés.

L'euro ne marchera jamais. Il faut être lâche, corrompu ou schizophrène pour ne pas l'admettre (l'idéologie permettant d'être les trois à la fois). La priorité, c'est la fin de l'euro.

Je ne milite donc plus pour un protectionnisme européen… Nous n'avons plus le temps d'y contraindre les Allemands. Après la fin de l'euro peut-être. Il y a une conséquence de la mondialisation que je n'avais pas vue venir –je ne suis pas le seul. Nous vivions un lieu commun : l'union fait la force, l'Europe sera plus puissante pour se défendre qu'un pays isolé. Mais la politique menée par l'Allemagne en Europe montre que la globalisation conduit à l'affrontement entre voisins.

Quand les Allemands mènent une politique de compression salariale pour abaisser le coût du travail, l'impact est nul sur l'économie chinoise, mais considérable pour ses partenaires de la zone euro. Ce que nous constatons, c'est une tendance des pays développés à s'exterminer industriellement entre eux, avec comme objectif d'être le dernier à sombrer. Ce mécanisme a fait de la zone euro un piège –avec l'Allemagne, dont l'économie est la plus puissante, en renard dans le poulailler.

Pour le moment, ce qui fait peur c'est «la sortie de l'euro» présentée comme «un cataclysmique»... Oui, elle sera douloureuse. Mais vous imaginez un chirurgien refusant d'opérer parce que son patient va avoir un choc opératoire ? Les socialistes sont assez largement responsables de la création de la monnaie unique, mais les vrais coupables sont des hommes comme Mitterrand, Rocard ou Delors. C'est l'erreur d'une génération qui s'est investie dans «l'Europe idéologie», utopie antimarxiste et postnationale. Quant aux plus jeunes, qui ne sont d'ailleurs plus si jeunes, il faut leur pardonner...

On pourrait peut-être même fixer une date, mettons le 31 décembre 2012, au-delà de laquelle ceux qui défendront encore l'euro devront êtres punis. J'imagine une sanction adaptée : le versement de leur retraite en euros après la disparition de l'euro…

TODD

CORRALITO ESPAÑOL
DE "LA CAIXA" Y 52 ENTIDADES BANCARIAS
MÁS DE UN MILLÓN DE PERSONAS ESTAFADAS (EL 8,25% DE LA POBLACIÓN ESTATAL)
PRODUCTOS TÓXICOS COMERCIALIZADOS:
- PARTICIPACIONES PREFERENTES - DEUDA SUBORDINADA
30.000 MILLONES DE EUROS QUE LOS BANCOS Y LAS CAJAS NO DEVUELVEN A SUS CLIENTES
REVISAD VUESTRAS CUENTAS Y PRODUCTOS BANCARIOS.

ccoo
www.ccoo.cat
RESCATEM PERS
Bombers d
VIM ALS
TADANS

L'IMPLOSION PROGRAMMÉE

Samir **AMIN**

Dans ce texte magistral qui s'inscrit dans le prolongement de son œuvre, Samir Amin explique pourquoi l'Union européenne va imploser.
Non seulement le projet d'Union actuel n'est pas viable, mais on ne pourra pas le transformer pour qu'il le devienne. Aussi, l'auteur préconise d'identifier des objectifs stratégiques, étape par étape. Une première avancée efficace serait la remise en question des politiques d'austérité, des pratiques autoritaires et antidémocratiques qui sont liées. Mais ces luttes se heurteront à la gestion de l'euro. Il faudra sortir de la monnaie unique et restaurer «la souveraineté monétaire» de chaque État. Il est évident que les conditions politiques permettant de telles avancées ne seront jamais réunies en même temps dans l'ensemble de l'Union européenne : *«Ce miracle n'aura pas lieu».* Il faudra donc accepter de commencer là où on le peut, dans un ou plusieurs pays, le processus faisant boule de neige.

LA construction de l'Union européenne, puis celle de la zone euro, ont été conçues et édifiées pour assurer la domination exclusive des multinationales. Dans ce cadre il nous faut d'abord analyser les contradictions qui, à mon avis, font que ce projet (et donc le projet européen qui en relève) n'est pas viable.

Mais, dira-t-on (en défense d'«un» projet européen qui a l'avantage d'exister), les structures européennes mises en place pourraient être transformées dans le bon sens. En théorie abstraite, certes. Mais quelles sont les conditions qui le permettraient ? A mon avis un double miracle (est-il utile de dire que je crois peu aux miracles). Primo : que la construction transnationale européenne reconnaisse la réalité des souverainetés nationales, de la diversité des intérêts et des enjeux, et organise sur cette base l'institutionnalisation de son fonctionnement ; et, secundo, que le capitalisme –s'il s'agit de rester dans le cadre général de son mode de gestion de l'économie et de la société– puisse être contraint d'opérer d'une manière autre que celle que commande sa logique propre, aujourd'hui celle de la domination des monopoles généralisés.

Je ne vois pas d'indications que les européanistes majoritaires acceptent de prendre en compte ces exigences. Je ne vois pas davantage que les européanistes de gauche (minoritaires), qui en comprennent la nécessité, soient capables de mobiliser des forces sociales et politiques capables d'inverser le conservatisme de l'européanisme en place. C'est pourquoi je conclus que l'Union européenne ne peut être autre que ce qu'elle est, et que celle-ci n'est pas viable. Le projet «européen» tel que le Traité de Maastricht le définit et celui de la zone euro ont été vendus aux opinions par une propagande mensongère et imbécile ●●●

Amin est né au Caire en 1931.
Sa théorie majeure est celle du développement inégal du capitalisme, différenciant les centres (où l'appareil de production s'est développé et où le prolétariat peut accéder au statut de classe moyenne consommatrice) et leurs périphéries (où sont produites ou extraites les matières premières, et où les prolétaires ne peuvent accéder à l'autonomie matérielle).
Sa compréhension de l'Histoire, à l'aune du mode de production, en fait aussi un analyste critique des géopolitiques postérieures à la dissolution de l'Union soviétique.
Samir Amin est Directeur du *Forum du Tiers Monde* et Président du *Forum Mondial des Alternatives.*
Pour les concepts fondamentaux –qui permettent à Samir Amin de produire une analyse renouvelée du capitalisme contemporain et de sa crise–, on peut utilement se rapporter à ses ouvrages les plus récents :
Au-delà du capitalisme sénile [2002] ;
Pour un monde multipolaire [2005] ;
Du capitalisme à la civilisation [2008] ;
La crise, sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise [2008] ;
La loi de la valeur mondialisée [2011].

●●● Aux uns –ceux qu'on pourrait qualifier de privilégiés relatifs parce qu'ils vivent dans une Europe de l'Ouest opulente–, on a raconté qu'en gommant les souverainetés nationales on mettait un terme aux guerres haineuses qui avaient ensanglanté le continent. On comprend le succès assuré de ce genre d'argument. On y a même rajouté l'amitié de la grande démocratie étatsunienne, le combat commun pour la démocratie dans le grand Sud arriéré –forme nouvelle de l'adhésion à des postures impérialistes… Aux autres (les pauvres hères des pays de l'Est), on a promis l'aisance par «le rattrapage» des niveaux de vie occidentaux.

Les uns et les autres ont avalé, tous crus, ces racontars. A l'Est, on s'est même imaginé que l'adhésion à l'Union européenne permettrait rapidement l'avènement des standards de vie les plus élevés et que le prix en valait la chandelle. Ce prix –peut-être la punition pour avoir accepté le soviétisme– était celui d'un ajustement structurel pénible, de «quelques» années. L'ajustement –c'est-à-dire «l'austérité» (pour les travailleurs, pas pour les milliardaires)– a été imposé. Mais il s'est soldé par un désastre social. C'est ainsi que l'Europe de l'Est est devenue la périphérie de celle de l'Ouest. Une étude récente des plus sérieuses nous apprend que 80% des Roumains estiment qu'*«au temps de Ceaucescu, c'était mieux»*... Qu'ajouter de plus, en termes de délégitimation de la prétendue démocratie qui caractériserait l'Union européenne ? Les peuples concernés en tireront-ils la leçon ? Comprendront-ils que la logique du capitalisme n'est pas celle du rattrapage, mais au contraire de l'approfondissement des inégalités ? Je l'ignore.

NAÏVETÉ. Si la Grèce est aujourd'hui au cœur du conflit, c'est à la fois parce que la Grèce fait partie de la zone euro, et que son peuple a cru échapper au sort des autres périphéries balkaniques (ex-«socialistes»). «Les Grecs» (je ne sais pas exactement ce que cela veut dire) pensaient (ou espéraient ?) qu'ils ne seraient pas loger à la même enseigne. Que l'Europe et l'euro fonctionneraient autrement pour eux. Les Grecs en sont pour leurs illusions naïves. Ils devraient savoir aujourd'hui que le système réduira leur sort à celui de leurs voisins, la Bulgarie et l'Albanie. Car la logique de la zone euro n'était pas différente de celle de l'Union européenne ; au contraire elle en renforce la violence. D'une manière générale, la logique de l'accumulation capitaliste produit l'exacerbation des inégalités entre les nations (elle est à l'origine du contraste centres / périphéries) ; et l'accumulation, dominée par les monopoles généralisés, renforce encore cette tendance immanente au système. On nous rétorquera que les institutions de l'Union européenne ont prévu les moyens de corriger les inégalités intra-européennes par des soutiens financiers appropriés destinés aux pays retardés de l'Union ; et l'opinion générale y a cru. En réalité, non seulement ces aides sont trop insuffisantes pour permettre «le rattrapage» ; mais, plus grave encore, elles facilitent la pénétration des monopoles généralisés en hystérisant la tendance au développement inégal.

La zone euro a été conçue pour accentuer encore davantage ce mouvement. Son caractère fondamental est défini par le statut de la BCE, qui s'interdit de prêter aux États nationaux (et même à un État supranational européen s'il existait, ce qui n'est pas le cas). Par contre, elle finance les banques à des taux ridiculement bas –lesquelles, à leur tour, tirent de l'achat des dettes publiques nationales une rente qui renforce plus encore leur domination. Ce qu'on appelle la financiarisation du système est inhérent à la stratégie des monopoles en question. Dès sa création, j'avais analysé ce système comme étant non viable, appelé à s'effondrer dès lors qu'une crise importante frapperait. C'est ce qui se produit sous nos yeux. J'avais soutenu que la seule alternative susceptible de soutenir une construction européenne graduelle et solide imposait le maintien d'une gestion nationale des monnaies articulées dans un serpent monétaire, lui-même conçu comme une structure de négociations sérieuses portant sur les taux de change et les politiques industrielles. Et cela jusqu'à ce que, éventuellement et beaucoup plus tard, la maturation des cultures politiques permette la mise en place d'un État européen confédéral se superposant aux Etats nationaux, sans annihiler ces derniers.

La zone euro est donc entrée dans une crise prévisible qui menace réellement son existence, comme on finit par l'admettre même à Bruxelles. Car on ne voit pas que l'Union européenne soit devenue capable de conduire une autocritique radicale qui impliquerait l'adoption d'un autre statut pour la gestion de la monnaie et la renonciation au libéralisme inhérent aux Traités en vigueur.

Les responsables de la faillite du projet européen ne sont pas ses victimes –les pays fragiles de la périphérie européenne– mais, à l'opposé, les pays (c'est-à-dire les classes dirigeantes de ces pays) qui ont été les bénéficiaires du système, l'Allemagne en premier lieu.

Le pire est donc encore à venir : le délitement sous une forme ou une autre –brutale ou graduelle– du projet européen, en commençant par celui de la zone euro. On retournerait alors à la case de départ : les années 30.

Y a-t-il une alternative moins désolante ? Certes oui, car les alternatives (au pluriel) existent toujours, en principe. Mais les conditions pour que l'une ou l'autre devienne réalité doivent être précisées. Il n'est pas possible de revenir à un stade antérieur de développement du capital, à un stade antérieur de la centralisation de son contrôle. On ne peut qu'aller de l'avant. C'est-à-dire : en partant du stade actuel de la centralisation du contrôle du capital, comprendre que l'heure de *«l'expropriation des expropriateurs»* a sonné. Il n'y a pas d'autre perspective viable possible.

ÉTAPISME. Cela dit, la proposition en question n'exclut pas la conduite de luttes qui, par étapes, vont dans sa direction. Au contraire, elle implique l'identification d'objectifs stratégiques d'étape et la mise en œuvre de tactiques efficaces. Se dispenser de ces préoccupations de stratégies d'étape et de tactique d'action, c'est se condamner à proclamer quelques slogans faciles (*«A bas le capitalisme»*) sans efficacité.

Dans cet esprit, une première avancée significative part de la remise en question des politiques dites d'austérité, associées d'ailleurs à la montée des pratiques autoritaires anti-démocratiques qu'elle exige. L'objectif de relance économique, en dépit de l'ambigüité de ce terme («relance de quelles activités ?», «par quels moyens ?») lui est d'ailleurs associé tout naturellement.

Mais il faut savoir que cette première avancée se heurtera au système de gestion de l'euro par la BCE. De ce fait, je ne vois pas qu'il soit possible d'éviter de «sortir de l'euro» par la restauration de la souveraineté monétaire des États européens. Alors, et alors seulement, des espaces de mouvement pourront s'ouvrir, imposant la négociation entre partenaires européens et par là même la révision des textes organisant les institutions européennes. Alors, et alors seulement, des mesures pourront être prises amorçant la socialisation des monopoles. Je pense par exemple à la séparation des fonctions bancaires, voire à la nationalisation définitive des banques en difficulté, à l'allègement de la tutelle que les monopoles exercent sur les producteurs agricoles, les petites et moyennes entreprises, à l'adoption de règles de fiscalité fortement progressive, au transfert de la propriété des entreprises –qui choisiraient la délocalisation– aux travailleurs et aux collectivités locales, à la diversification des partenaires commerciaux, financiers et industriels par l'ouverture de négociations, notamment avec les pays émergents du Sud... Toutes ces mesures exigent l'affirmation de la souveraineté économique nationale et donc la désobéissance aux règles européennes qui ne les permettraient pas. Car il me paraît évident que les conditions politiques autorisant de telles avancées ne seront jamais réunies en même temps dans l'ensemble de l'Union européenne. Ce miracle n'aura pas lieu. Il faudra alors accepter de commencer là où on le peut, dans un ou plusieurs pays. Je reste convaincu que le processus engagé ne tarderait pas à faire boule de neige.

AMIN

«La fin de l'euro ne serait pas la fin du monde.
Il y a des avantages et des inconvénients à disposer
d'un large marché comme l'Europe. Mais si vous n'arrivez pas à le réformer,
je ne crois pas que ce soit si grave que ça de revenir à vos anciennes monnaies.
Les unions monétaires ne durent souvent que quelque temps. On essaie et soit ça marche, soit ça ne marche pas.
Le système de Bretton Woods a duré trente ans.
L'Irlande a pris son indépendance du Royaume-Uni et a créé sa propre monnaie.
C'est un grand événement quand ça arrive, mais ça arrive. Et c'est possible»

Joseph Stiglitz,
Prix Nobel d'Economie
le 13 septembre 2012

«Même si l'euro était une erreur, on ne peut revenir en arrière.
Je le dis à ceux qui rêvent de la fin de l'euro : on ne peut remonter dans le temps.
C'est comme si l'on tuait son enfant en cas de divorce»

Marek Belka,
Gouverneur de la Banque centrale de Pologne
le 26 octobre 2012